

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

YUGOSLAVIE

Derrière les discours de paix, les grandes puissances attisent la guerre

■ En trois mois, sur les quatre millions d'habitants de la Bosnie-Herzégovine, la guerre civile a déjà fait des milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés croupissent sans soins, faute de médicaments, dans des hôpitaux devenus insalubres, et des centaines de milliers de réfugiés tentent désespérément de fuir le massacre. Après la Croatie, c'est aujourd'hui cette région qui est ainsi mise à feu et à sang.

DERRIERE LES DISCOURS DE PAIX MENSONGERS...

La main sur le cœur, la soi-disant communauté internationale représentée par l'ONU verse des larmes de crocodile sur la "tragédie des populations" dans l'ex-fédération yougoslave plongée depuis un an dans une horreur et une barbarie indécrites. Elle prétend en particulier à l'heure actuelle voler au secours - Etats-Unis en tête - de la "Bosnie démocratique", dans un grand élan humanitaire et pacifiste. Foutaises ! Monstrueuse hypocrisie ! Tout en cherchant à se dédouaner avec leur Kouchner de service, sa très médiatique tête à claques larmoyante et ses théâtraux convois humanitaires, les grandes puissances se soucient comme d'une guigne des populations locales en permanence exposées au massacre.

L'enjeu est tout autre. Ces alibis ne servent qu'à masquer la relance et l'aggravation des tensions entre les principaux ténors impérialistes qui constituent le bloc de l'Ouest, notamment la nouvelle rivalité qui émerge de l'effondrement de l'autre bloc entre les Etats-Unis et l'Allemagne. Ce sont ces derniers qui n'ont cessé de jouer les "pousse-à-la-guerre" avec un cynisme odieux, d'attiser le déchaînement des haines nationalistes en exploitant

au maximum les antagonismes locaux dans l'ex-fédération yougoslave, pour défendre leurs propres intérêts impérialistes nationaux.

Aujourd'hui, c'est le gouvernement de Belgrade et les milices serbes locales, accusés de semer la terreur en Bosnie qui se retrouvent "mis au ban des nations". Depuis le 30 mai et le vote de sa résolution 757, l'ONU impose à la Serbie un embargo aussi rigoureux que celui adopté contre l'Irak à la veille de la guerre du Golfe. Comme à l'époque, l'effet principal de cette mesure est d'affamer davantage une population vivant déjà dans le cauchemar et la misère. Une semaine auparavant, les Etats-Unis, par l'intermédiaire de leur diplomate en chef, Baker, évoquaient même directement la menace d'une intervention militaire pour faire plier la Serbie.

C'est d'ailleurs sous la très forte pression américaine que d'autres membres du Conseil de sécurité plus réticents, comme la Russie et la France, ont été contraints de se rallier à une motion "dure" contre la Serbie. Au passage, les USA n'ont pas manqué une nouvelle occasion de faire ressortir que la question du maintien de l'ordre dans l'ancienne Yougoslavie incombeait fondamentalement aux puissances européennes occidentales toutes proches, et donc à la CEE, et qu'ils ne se mêlaient de cette affaire que dans la mesure où les Etats concernés au premier degré faisaient la preuve évidente de leur impuissance.

Le changement d'attitude de la Maison-Blanche paraît spectaculaire : elle se retourne brusquement contre la Serbie alors que jusqu'ici, par sa passivité, elle avait constamment fait le jeu de celle-ci. Le but fondamental de la bourgeoisie américaine est de s'opposer aux nouvelles visées impérialistes de l'Allemagne, dont la puissance économique et la position stratégique en Europe

font le prétendant le plus sérieux au rôle de chef de file d'une nouvelle coalition dirigée contre les Etats-Unis. De fait, la bourgeoisie allemande n'a cessé d'encourager l'indépendance des deux territoires du nord de l'ex-fédération Yougoslave, la Slovénie et surtout la Croatie. Dans l'optique germanique, l'alliance avec la Croatie était la condition indispensable de l'ouverture d'un accès à la Méditerranée par les ports croates, atout stratégique fondamental pour toute puissance impérialiste prétendant jouer un rôle mondial. De plus, l'Allemagne était la puissance la mieux placée, à la fois géographiquement et par liens historiques, pour rattacher une Croatie indépendante à sa zone d'influence. C'est pourquoi l'oncle Sam, qui cherche à s'opposer par tous les moyens aux prétentions allemandes, a condamné le démantèlement de la fédération, s'est opposé au maximum à la sécession de la Slovénie et de la Croatie et a apporté depuis l'été 1991 jusqu'au début 1992, son soutien à la Serbie.

L'action de la diplomatie américaine a consisté à laisser ses plus fidèles alliés au sein de la CEE, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, paralyser et faire échouer toute initiative européenne pour faire cesser la guerre civile sur le sol croate de façon à laisser le champ libre à la Serbie dans ses opérations militaires pour mettre au pas la Croatie, en l'amputant d'une partie de son territoire et notamment en rendant inutilisables les ports stratégiquement les plus importants de la côte dalmate. Elle infligeait du même coup un cuisant échec à la politique impérialiste de l'Allemagne en Yougoslavie, signifiant aux uns et aux autres ce qu'il en coûte de mettre en oeuvre une politique qui contrecarre les intérêts américains. Les USA ont ainsi pu rendre évident aux yeux du monde,

l'incapacité politique européenne, qu'ils ont grandement contribué à aggraver, pour apparaître enfin sur le devant de la scène comme ultime recours, obtenant sous l'égide de l'émissaire (bien sûr américain !) de l'ONU, Cyrus Vance, un arrêt des combats en Croatie, une fois que l'essentiel des objectifs serbes de contrôle militaire de cette région fut atteint.

C'est d'ailleurs parce que les Etats-Unis n'ont pas eu à intervenir directement jusque-là, laissant la CEE patauger dans son impuissance et son incompetence à régler le conflit, que la bourgeoisie américaine a pu ensuite effectuer une entrée en fanfare, tel un superman justicier, dans cette arène sanglante, en se débarrassant au passage de l'encombrant acquinement avec un régime marqué au fer rouge infamant du stalinisme et en le transformant en bouc émissaire désigné à voix haute comme le responsable de toutes ces vilenies.

...LE DECHAÎNEMENT DES ANTAGONISMES IMPÉRIALISTES ENTRE LES GRANDES PUISSANCES...

Le soudain engouement du Pentagone pour la cause bosniaque n'a évidemment rien à voir avec le prétexte invoqué : la défense de la démocratie. Le régime bosniaque n'est d'ailleurs pas plus "démocratique" que ses homologues serbe ou croate. C'est le même ramassis de gangsters sanguinaires de la pire espèce qui sévit à Sarajevo, Belgrade, Zagreb ou... Washington, le "parrain" du moment. En réalité, du point de vue américain, le très grand avantage de la Bosnie tient au fait qu'elle peut constituer un point d'appui

(SUITE PAGE 2)

Pour ou contre Maastricht Un faux choix pour la classe ouvrière

■ La "construction européenne", le "traité de Maastricht" : la bourgeoisie du vieux continent n'a semble-t-il ces dernières semaines que ce sujet à la bouche. Il n'y a pas un seul quotidien, de l'extrême droite à l'extrême gauche, qui n'en fait chaque jour l'un de ses thèmes favoris. Tout le monde est sollicité constamment, depuis les "citoyens" qu'il faut mobiliser pour défendre cette "grande cause", jusqu'aux enfants, même en bas âge, qui, dans les écoles, sont "éduqués" pour devenir de bons Européens.

Et à en croire les incessantes tribulations des politiciens bourgeois de tous bords, il n'y a rien de plus important dans la situation actuelle, et il n'y a rien qui en vaille autant la peine et qui mérite autant la mobilisation de tous.

Derrière l'illusion européenne, la réalité du capitalisme décadent et en pleine décomposition

Depuis Mitterrand jusqu'à Kohl en passant par Major, et "sa gracieuse majesté" Elisabeth II qui a été sollicitée pour mettre son grain de

sel, tous les grands dirigeants d'Europe ne cessent de nous répéter que ce qu'il s'agit de construire aujourd'hui c'est un "havre de paix, de prospérité et de démocratie", au milieu d'un monde en plein bouleversement, secoué par les guerres et soumis aux pires famines et désastres.

Ainsi, selon ces menteurs de profession, défendre l'Europe, c'est d'abord défendre la paix. Pour nous faire avaler cette couleuvre, ne nous rappellent-ils pas les siècles de déchirements qu'a traversés ce continent et qu'il y a 50 ans à peine, l'Europe remettait ça dans la seconde guerre mondiale où Français, Anglais, Allemands et autres s'entre-tuaient massivement. Bien entendu depuis le traité de Rome et la "marche triomphale" de la construction européenne qui s'en est suivie, il semblerait que les vieux ennemis de toujours se soient réconciliés pour toujours et que leur "unité" a été l'un des facteurs principaux de la paix dans le monde.

La réalité est totalement opposée à ce que tous ces falsificateurs n'ont cessé et ne cessent de nous asséner. La "communauté euro-

péenne", dès ses balbutiements, n'a été qu'une arme de bataille du bloc occidental contre le bloc soviétique. Dès la fin de la seconde guerre mondiale et le partage du monde qui en a résulté à Yalta, les USA se sont évertués à construire un bloc militaire puissant pour affronter celui que l'URSS de Staline formait de son côté. C'est ainsi que se sont créées les gigantesques machines de guerre qui allaient se faire face durant les 50 dernières années, l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

Dans le bloc occidental, parallèlement à l'alliance atlantique, les USA ont particulièrement encouragé les accords et autres alliances entre les différents pays d'Europe occidentale, et les premières institutions européennes se sont d'ailleurs faites sous l'égide du grand parrain américain. Depuis, à travers sa construction et son développement, la CEE a été essentiellement un instrument du bloc US face au bloc russe.

Depuis l'effondrement en 1989 du bloc impérialiste de l'Est auquel fait suite aujourd'hui la dislocation de son rival occiden-

tal, c'est le règne du "chacun pour soi" qui domine le monde capitaliste. Et l'Europe est loin de s'y soustraire. Si certains pays comme la Hollande et la Grande-Bretagne conti-

(SUITE PAGE 2)

SOMMAIRE

SITUATION INTERNATIONALE

- . Mitterrand à Sarajevo p. 2
- . Israël p. 3
- . Tchécoslovaquie p. 3

FAILLITE DU CAPITALISME

- . L'attaque contre les chômeurs, une attaque contre toute la classe ouvrière p. 4
- . Politique Agricole Commune p. 4
- . Faillite d'Olympia et York p. 4
- . Afrique : un continent ravagé par le chaos et la barbarie capitaliste p. 5

VIE DE L'ORGANISATION

- . Intervention du CCI à la fête de Lutte Ouvrière p. 6
- . L'indispensable solidarité entre révolutionnaires p. 6
- . Bilan d'une réunion publique du CCI p. 7



YUGOSLAVIE (SUITE DE LA PAGE 1)

stratégique de premier ordre pour gêner l'éventuelle présence allemande dans la région. La simple lecture d'une carte ou d'un atlas de géographie permet de constater que la Dalmatie est constituée d'une étroite bande de terre coincée entre la mer et les hauteurs du plateau de l'Herzégovine, si bien que les ports de Split, Zadar et Dubrovnik, qui constitueraient les bases essentielles d'une hypothétique flotte germano-croate en Méditerranée, ne se trouveraient respectivement qu'à 80, 40 et 10 kilomètres de la frontière bosniaque. En cas de crise majeure, à partir du contrôle de la Bosnie, il ne serait pas difficile - et l'invasion serbe vient de le démontrer pratiquement - de faire le blocus de ces ports et de neutraliser ainsi l'adversaire en isolant totalement les avant-postes allemands de leurs arrières.

La brutalité féroce de l'intervention de l'Etat serbe et de ses milices locales en Bosnie a offert aux USA l'occasion la plus propice de concrétiser la réaffirmation de leur rôle de gendarme du monde.

En volant au secours de la Bosnie, la Maison-Blanche entend raffier les dividendes de la situation yougoslave à plusieurs niveaux.

Non seulement elle fournit la énième démonstration de l'inaptitude des Etats européens à régler le conflit mais elle cherche surtout à prouver avec éclat, comme lors de la guerre du Golfe ou de la conférence de Madrid sur le Moyen-Orient, qu'aucun problème important dans les relations internationales ne peut être réglé sans l'intervention prépondérante et décisive de Washington.

En outre, l'action de Bush tend à raviver les plaies que le problème yougoslave avait ouvertes dans l'alliance privilégiée entre l'Allemagne et la France. Cette dernière compte en effet sur ses avantages militaires pour compenser son infériorité économique par rapport à son puissant voisin, avantages militaires qui lui permettent encore de prétendre revendiquer une sorte de codirection politique dans une alliance plus large éventuelle avec d'autres pays européens. A ce titre, la bourgeoisie française ne peut que manifester son hostilité à l'installation d'une présence germanique en Méditerranée qui dévaluerait très sensiblement l'importance de sa propre flotte maritime et la priverait d'un de ses atouts majeurs dans les marchandages avec l'"ami Kohl". C'est pourquoi la France a constamment ménagé la Serbie face à la Croatie et a affiché récemment encore des réticences à sanctionner les dirigeants de Belgrade. Bien que ce problème ne soit pas en mesure de remettre en cause la profonde convergence d'intérêts entre l'Allemagne et la France, la Maison-Blanche n'a pas manqué de taper là où le bât blesse précisément juste après la signature d'un accord militaire germano-français qui représente un pas considérable dans la dynamique de formation d'un nouveau bloc impérialiste autour de l'Allemagne face aux USA (voir dans "RI" n° 213, juin 1992, l'article "Mitterrand et Kohl s'entendent pour monter une machine de guerre").

POUR OU CONTRE MAASTRICHT

(SUITE DE LA PAGE 1)

nuent de faire allégeance aux USA, la plupart des autres puissances du vieux continent font tout pour se dégager de la tutelle américaine et même, pour certaines d'entre elles comme la France et surtout l'Allemagne, cherchent à reconstituer un nouveau bloc impérialiste pour être capables de rivaliser avec leur ancien "parrain". C'est à ce processus qu'on assiste aujourd'hui notamment à travers les événements en Yougoslavie (voir notre article en première page) mais aussi à travers le récent accord franco-allemand pour la formation d'un corps d'armée commun.

Voilà pourquoi ce que prévoit le traité de Maastricht en matière d'union politique (il s'agit là de "la politique étrangère et de la sécurité commune" comme ils disent, pour parler de la politique impérialiste et militaire), n'a aucune chance d'aboutir. Et si aujourd'hui, tous ces gangsters européens font croire qu'ils sont d'accord pour mettre en commun leurs forces dans le cadre de l'UEO (Union de l'Europe Occidentale), en réalité cet organisme censé les réunir au niveau impérialiste, n'est qu'un champ clos, un lieu d'affrontement où chacun défend sa propre carte, ses propres intérêts, ses propres alliances contre les autres.

Ainsi, en ce moment-même, autant la Grande-Bretagne insiste pour que l'UEO reste "le pilier européen de l'Alliance atlantique" autant la France et l'Allemagne s'évertuent à défendre l'indépendance de la politique européenne vis-à-vis des USA.

L'"Union européenne", celle que la bourgeoisie nous décrit avec tant d'enthousiasme, celle qui se donne comme mission "le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale", n'est pas seulement une illusion, elle est avant tout un mensonge énorme. Ce n'est pas de la paix qu'elle va en-

De plus, les USA adressent aussi un sérieux avertissement aux dirigeants des deux grands voisins de l'ex-Yougoslavie, l'Italie et la Turquie, dont la fidélité dans l'alliance est indispensable aux intérêts stratégiques américains dans la région.

Le "message" solennel transmis à l'Italie revêt une importance particulière, à un moment où, comme dans d'autres bourgeoisies européennes (1), il existe de profondes divisions sur les alliances impérialistes, comme le démontre notamment la paralysie actuelle de son appareil politique. Compte tenu de la position de premier plan en Méditerranée de l'Italie, qui détient le contrôle stratégique fondamental du passage entre les parties occidentale et orientale de cette mer et qui abrite à Naples le commandement de la 6e flotte américaine, les Etats-Unis sont prêts à mettre le maximum de pression pour dissuader la bourgeoisie italienne de rejoindre l'alliance germano-française.

De même, la mise en garde de l'oncle Sam à la Turquie est aussi sérieuse à l'heure où une large partie de la bourgeoisie de ce pays est tentée de renforcer ses propres ambitions impérialistes régionales en direction des républiques musulmanes de l'ex-URSS (qu'elle compte arracher à l'influence d'une Russie aujourd'hui alliée des Etats-Unis à part entière). Pour cela, elle est prête à soutenir les ambitions impérialistes de l'Allemagne en direction du Proche-Orient. Or la Turquie occupe elle aussi une position stratégique tout à fait centrale pour les USA puisqu'elle délivre le contrôle de passage entre la Méditerranée et la mer Noire. Ainsi, son rapprochement actuel avec l'Allemagne, notamment attesté par le "scandale" de la livraison de matériel militaire allemand destiné à la répression des Kurdes (l'éclatement de ce scandale étant télégué par la Maison-Blanche), constitue une menace très sérieuse pour les Etats-Unis. C'est pourquoi, après avoir déjà largement manipulé les Kurdes d'Irak lors de la guerre du Golfe en les appelant à se soulever contre Saddam Hussein, et avoir froidement laissé une partie d'entre eux se faire massacrer ensuite, la bourgeoisie américaine fait à présent mine de soutenir ceux de Turquie. Elle est d'ailleurs prête à employer des moyens encore plus importants pour tenter de stopper net le rapprochement germano-turc. En particulier, la "protection" directe accordée aujourd'hui par la première puissance mondiale aux populations musulmanes de Bosnie apparaît comme un pavé lancé dans la mare de la Turquie, qui s'est toujours présentée dans cette région comme un grand frère protecteur des intérêts des musulmans (2).

Enfin, la bourgeoisie américaine prépare activement son implantation directe en Bosnie, qui, comme on l'a vu plus haut, lui permettra de priver l'Allemagne d'une libre disposition des ports croates de la côte dalmate.

En même temps, l'administration Bush, jouant sur tous les tableaux, mise sur l'énorme impopularité du régime de Milosevic en Serbie même et sur son renversement par la coalition d'opposition.

fanter. Elle est au contraire le terrain sur lequel se développent les plus importantes rivalités dans le monde, celles qui seront à la base des principales tensions guerrières à l'avenir.

Le second volet du mensonge bourgeois est que l'Europe sera un "havre de prospérité". Aujourd'hui, tous les grands capitalistes européens se félicitent de la disparition prochaine (le premier janvier 1993) des barrières douanières au sein de la CEE, ils nous annoncent même pour... plus tard (1999 peut-être) une grande union économique et monétaire avec une monnaie unique, une banque centrale etc, et cela après une phase où les politiques économiques nationales devraient tendre à converger.

La réalité là aussi, est complètement à l'opposé. Ce n'est pas une oasis économique que les bourgeoisies d'Europe tentent de construire, c'est au contraire un "Fort Chabrol". A la récession économique dramatique qui s'abat aujourd'hui sur le monde capitaliste, la bourgeoisie notamment celle des grands pays industrialisés, ne peut répondre qu'en s'engageant dans une guerre commerciale sans merci. Voilà pourquoi dès maintenant, chacun essaie d'organiser et protéger son marché, sa zone économique contre les autres. Si la CEE fait disparaître, aujourd'hui, les barrières douanières intérieures, c'est pour mieux chercher à renforcer ses barrières vis-à-vis du reste du monde et en particulier vis-à-vis des principaux concurrents que sont les USA et le Japon. Les USA et le Japon font d'ailleurs la même chose de leur côté. Mais la crise économique, en se développant, non seulement révélera que ces politiques protectionnistes sont vaines mais que de plus, elle ne peut qu'exacerber la concurrence et les tensions au sein même de chaque zone économique.

Enfin, le 3e volet du mensonge c'est celui du "havre de démocratie". La construction de l'Europe selon la bourgeoisie, va permettre de développer les valeurs démocratiques de

... ACCENTUENT LES MASSACRES ET LE CHAOS AU COEUR DE L'EUROPE

Derrière tous les discours mensongers sur les promesses de retour à la paix et sur la protection des populations, l'évolution de la situation de l'ex-Yougoslavie est révélateur de la poursuite de l'aggravation des antagonismes entre les grandes puissances.

Si de tels antagonismes sont alimentés par le chaos que l'effondrement du stalinisme a engendré dans l'ancienne fédération, ces tensions grandissantes entre les ogres impérialistes de la planète constituent à leur tour un puissant accélérateur de ce chaos.

Même si la pression directe du gouvernement américain peut momentanément calmer le jeu localement, notamment vis-à-vis des ardeurs serbes, c'est désormais toute la zone balkanique et l'Europe centrale qui va être l'enjeu permanent d'antagonismes et d'affrontements de plus en plus violents et sanglants, du fait de l'importance stratégique majeure que cette partie du monde revêt pour les puissances impérialistes de premier plan. Celles-ci ont commencé à engager entre elles un gigantesque bras de fer qui ne peut déboucher que sur de nouveaux massacres.

Illustration de l'avancée irrésistible de la décomposition générale et du pourrissement sur pied de la société capitaliste qui menace d'engloutir l'humanité, la situation yougo-

MITTERRAND A SARAJEVO

Les visées impérialistes derrière un gadget humanitaire

Le "scoop" est arrivé à l'heure du bouclage de ce journal : Mitterrand, accompagné de l'inévitable et ineffable m'as-tu-vu Kouchner, s'est rendu à Sarajevo le dimanche 28 juin. "Je ne fais que de l'humanitaire", a-t-il affirmé en substance lors de son escale à Split, sur la côte dalmate. Humanitaire, mon œil ! C'est aussi de l'humanitaire qu'il faisait en participant, il y a un peu plus d'un an, au massacre des populations irakiennes.

Il est clair que l'incursion de Mitterrand en un lieu aussi dangereux que la capitale bosniaque, dont la population est au bord de la famine et saignée jour après jour, est une excellente opération de politique intérieure à un moment où son parti et lui-même focalisent tous les mécontentements. "A quoi rime se plaindre qu'il y ait trois millions de chômeurs alors que les Bosniaques meurent comme des mouches à deux heures d'avion de Paris !" Voilà un message que la bourgeoisie n'est pas fâchée de faire passer. Et puis, si la déroute du PS est trop écrasante aux prochaines législatives, Tonton aura du mal à terminer son second septennat comme il compte le faire.

Mais les calculs de politique domestique n'expliquent pas tout. Dans ce voyage, les objectifs impérialistes se situent à un niveau bien plus important. En effet, cette expédition médiatique prend place à l'heure où les Etats-Unis font monter les enchères, directement ou par ONU interposée, en faveur d'une intervention militaire, un moment où la

slave, ce nouveau Liban qui s'est installé aux portes de l'Europe, doit extirper toute illusion sur les beaux discours humanitaires et pacifistes de la bourgeoisie des grands pays "démocratiques" : la seule capacité dont ils font preuve par rapport à celle des pays plus faibles, c'est de pouvoir utiliser au mieux cette décomposition, avec un cynisme inouï, pour la défense de leur intérêt national.

Non seulement c'est cette bourgeoisie-là, "civilisée" et "démocratique", qui est la première responsable du déchaînement des tueries actuelles, mais, à travers des campagnes humanitaires hypermédiatisées par lesquelles elle entend répandre la mystification qu'elle "fait tout ce qu'elle peut pour la paix et pour sauver des vies humaines", cette racaille prépare surtout les populations d'ici à accepter les prochains massacres que l'intensification des rivalités impérialistes entre ses composantes va occasionner.

YD 19.6.92

(1) Par exemple, dans la bourgeoisie française, la question d'une alliance étroite avec l'Allemagne au sein de la CEE fait apparaître de nouveaux clivages à l'intérieur même des fractions constituées, notamment pour les partis de droite et dans le RPR en particulier.

(2) Accessoirement, la prise de position résolument anti-serbe des Etats-Unis aujourd'hui, en laissant envisager un soutien aux minorités croates de Bosnie, vise à démontrer à la bourgeoisie croate que cette dernière aurait aussi intérêt à changer son fusil d'épaule et à laisser tomber une alliance avec l'Allemagne peu efficace, au profit d'un soutien américain bien plus fiable.

Flotte américaine manoeuvre non loin des côtes de l'ex-Yougoslavie alors même que le sommet européen de Lisbonne vient une nouvelle fois d'afficher l'impuissance de la CEE face à la crise yougoslave. Pour la bourgeoisie française, qui a pris (en compagnie de sa consœur allemande, contrainte, pour l'instant, à une plus grande discrétion) la tête de la contestation de l'hégémonie américaine sur l'Ancien Continent, une intervention "humanitaire" armée des Etats-Unis dans cette région ne peut que signifier un revers diplomatique de premier plan. En même temps, elle n'a pas les moyens militaires pour contraindre la Serbie à lever le blocus de Sarajevo (et même si elle les avait, il n'est pas sûr qu'elle les emploierait car elle a pour diplomatie, depuis le début du conflit, de ménager la Serbie). Seuls les Etats-Unis disposent de tels moyens et c'est au nom de l'impuissance des autres Etats qu'ils seront probablement amenés, une nouvelle fois, à faire les gendarmes. Mais même dans cette hypothèse, il fallait que la bourgeoisie française manifeste de façon spectaculaire, faute de pouvoir le faire efficacement, qu'elle ne renonçait pas à ses visées impérialistes. Les chats mâles urinent autour de leur demeure pour marquer leur territoire. C'est, d'une certaine façon, et faute de mieux, ce que Mitterrand est allé faire à Sarajevo, même si cela éclabousse un petit peu, comme il le semblerait aux premières nouvelles, le bon compère Kohl.

FM (28.06.92)

L'"Europe unie" une campagne qui détourne la classe ouvrière de son vrai combat

Depuis plusieurs mois déjà on nous rebat les oreilles avec cette question. La bourgeoisie a même poussé le zèle jusqu'à publier largement et massivement dans ses organes de presse, le texte intégral du "traité de Maastricht". Aujourd'hui, selon toutes les fractions de la bourgeoisie, la ratification du "traité" est l'affaire prioritaire, celle pour (ou contre) laquelle il faut se mobiliser et se battre.

Et pour ceux qui n'auraient pas été convaincus jusqu'à maintenant que c'est le combat essentiel de notre période, la bourgeoisie sait y faire pour monter en épingle les pseudo dangers qui menacent l'Europe et "l'avenir des Européens" : regardez le vote négatif des Danois !

Dans les prochains mois, la classe ouvrière dans tous les pays de la CEE va être sollicitée, à travers des campagnes assourdissantes et en rafale, pour aller soi-disant défendre ses intérêts dans les urnes de la bourgeoisie.

Le but de tout ce battage est d'abord de créer un rideau de fumée pour détourner aujourd'hui les ouvriers de leurs préoccupations véritables que sont la dégradation dramatique de leurs conditions de vie. Le second objectif de la bourgeoisie est de les démobiliser de leur terrain de lutte pour les attirer sur son terrain à elle. La classe ouvrière n'a pas à se laisser hypnotiser par le chant des sirènes "européennes", elle n'a pas à se laisser piéger dans les référendums qui lui concoctent la classe dominante. Son seul combat c'est celui qui consiste à défendre pied à pied ses intérêts, en développant ses luttes, contre les attaques de la bourgeoisie.

Avec ou sans Maastricht, l'Europe comme l'ensemble du système capitaliste en pleine décomposition, c'est et ce sera pour le prolétariat, plus de misère, de répression et de barbarie.

ELF

ISRAËL

Rabin ou Shamir : un même programme, toujours plus de misère et de guerre

■ Avec l'issue des dernières élections législatives en Israël, la bourgeoisie mondiale, de Washington à Paris en passant par Londres, embouche de nouveau les trompettes du pacifisme à propos du Proche-Orient. Ce n'est bien entendu qu'un chant de sirène : aujourd'hui plus que jamais sur la planète capitaliste, surtout dans ce coin du monde stratégiquement essentiel pour les grandes puissances et continuellement déchiré depuis plus de quarante ans par des conflits sanglants, les fanfares de paix ne sonnent pas autre chose qu'une relance des tensions de guerre entre États. Elles avertissent seulement du progrès du chaos économique et de l'enfoncement irrémédiable des pays, Israël ou ses voisins arabes, dans la décomposition.

Fondamentalement, qu'est-ce que traduit en effet la victoire du parti travailliste de Yitzhak Rabin sur le Likoud de Yitzhak Shamir ? Le besoin avant tout de sortir les négociations israélo-palestiniennes et israélo-(libano)-syriennes de l'ornière où elles s'enlisaient très sensiblement depuis la fin de l'hiver. Ces "conversations de paix", comme on dit, nous avons naguère montré (voir "RI" n° 207 et 208) ce qu'elles représentaient en réalité : non une dynamique de paix mais une volonté de l'impérialisme américain, signifiée clairement lors de la conférence de Madrid en novembre 1991, de canaliser dans le sens des intérêts de l'oncle Sam et d'encadrer les tensions de guerre endémiques au Moyen-Orient. Or le degré d'intransigeance dogmatique et le manque de pragmatisme que manifestait le précédent gouvernement d'Israël dans la conduite des pourparlers (prisonnier que se trouvait Shamir de ses alliances politiques avec les partis religieux et ultranationalistes) compromettaient ce plan. A un point tel même que, à la fin du mois de mai, après que Tsahal eut lancé des raids de représailles contre les actions terroristes du Hezbollah pro-iranien dans le Liban Sud, contrôlé par Israël, et que Damas y eut riposté en ouvrant le feu sur les avions de l'armée israélienne, on a pu craindre un dérapage incontrôlé vers une nouvelle guerre entre les deux États.

Le "socialiste" Rabin démontrera, peut-être, plus de souplesse (et de compréhension des intérêts américains) mais, sur l'essentiel, il ne changera rien à la politique de son rival de droite. Ce faucon qui a dirigé la guerre des six jours en 1967 et qui, en tant que ministre de la Défense du gouvernement de coalition Shamir, appelait à la plus grande fermeté répressive contre l'intifada lorsque celle-ci s'est déclenchée en décembre 1987, ce "dur" parfaitement convaincu des points sur lesquels Israël ne peut pas céder, a d'ailleurs fait, à peine fut-il assuré de son triomphe électoral, des déclarations très claires à ce sujet : autonomie politique des Palestiniens, cela peut s'envisager, mais pas d'autonomie territoriale ; non pas décolonisation des territoires occupés mais seulement suspension (pour un an) des implantations et, en tout état de cause, nul retrait militaire du Golan syrien ni de la vallée du Jourdain.

Le changement d'équipe à la tête de l'État israélien, avec le redémarrage des discussions résultant de la conférence de Madrid qu'il semble promettre, autorisera sans doute la libération des garanties bancaires que l'administration américaine, afin de faire pression sur Shamir, avait gelées et dont dépend un prêt de dix milliards de dollars à Israël. Beaucoup de l'attitude plus conciliante de Rabin vient de là car l'État hébreu, affronté à un grave marasme économique, d'où découle notamment une alarmante montée du chômage (qu'aggrave encore le surpeuplement du fait de l'immigration des Juifs de l'ex-URSS), a absolument besoin d'une telle manne financière. Faute de cette aide, la bourgeoisie juive aurait de plus en plus de mal à freiner la désagrégation sociale qui, entre les Palestiniens, les colons, les communautés sépharades ou juives russes, tous plongés dans une misère virant au noir, s'empare du pays. A peine les urnes ont-elles été rangées que les assassinats perpétrés par les fanatiques islamistes du Hamas ou par les cinglés du mouvement Kach anti-arabe reprennent de plus belle, après une pause durant la campagne électorale, véritable guerre intérieure entre bandes armées incontrôlées.

Son existence témoigne du degré de décomposition déjà atteint en Israël, au sein d'un contexte moyen-oriental où les belligérances impérialistes ne seront jamais éteintes.
Sonia 24.6.92

TCHECOSLOVAQUIE

Encore un Etat de l'ex-bloc de l'Est gangrené par la décomposition du capitalisme

La dégradation effroyable que connaissent les pays de l'ex-empire russe depuis 1989 n'a plus de limites : les proclamations d'indépendance en chaîne qu'on a vues il y a un an ont fait place à une véritable explosion des nationalismes et des régionalismes les plus arriérés. La boîte de Pandore stalinienne s'est ouverte aux yeux de tous, livrant le passage au chaos le plus destructeur. L'embrasement de cette région du monde est de plus en plus général : on ne compte plus les victimes des combats qui ne cessent depuis des années d'opposer Azéris et Arméniens ; le Tadjikistan, quant à lui, prend le chemin de la libanisation ; plus près encore, le différend qui divise les Ossètes de Géorgie et de Russie pousse ces deux "champions de la démocratie" que sont Eltsine et Chevardnadze à se montrer des crocs chaque jour plus aiguisés. Cependant, on n'assiste plus seulement à des conflits qui explosent uniquement à l'intérieur des républiques de l'ex-URSS,

mais aussi à une extension extra-muros des affrontements nationalistes, qui tendent à sortir des frontières de la CEI et à s'installer dans les anciens pays frères. C'est ce qu'exprime le conflit qui se développe en Moldavie, à la frontière entre l'Ukraine et la Roumanie, où s'affrontent déjà, derrière les combats entre russophones et roumanophones, les intérêts impérialistes russes et roumains. La situation horrifiante que connaît la Yougoslavie en ce moment en est encore un des meilleurs exemples, qui implique bien plus directement que dans la CEI, d'ailleurs, la responsabilité des bourgeoisies occidentales. Ici, le mensonge démocratique a fait place en moins de six mois au carnage organisé. Et les événements qui se déroulent en Tchécoslovaquie, avec la poussée vers l'indépendance de la part de la clique nationaliste slovaque, viennent à nouveau illustrer l'enfoncement dans la décomposition qui marque les pays de l'Est.

■ Envoyée l'euphorie de la "révolution de velours", terminée la kermesse de l'élection du "démocrate" et "martyr du communisme" Václav Havel, soufflées les belles déclarations sur la "République des Tchèques et des Slovaques" qui devait apporter "un développement égalitaire et équilibré de ces deux peuples" : la réalité a vite repris ses droits et a promptement démenti la propagande de la bourgeoisie occidentale, dans laquelle la France "socialiste" a eu une part prépondérante.

LE MENSONGE EHONTE DE LA "REVOLUTION DE VELOURS"

La partition de la Tchécoslovaquie qui fait suite aux élections du mois de mai n'a rien d'étonnant.

Nos bourgeois voulaient nous faire croire qu'une ère de prospérité et de liberté attendait la population tchécoslovaque. De nouveaux dirigeants "libéraux" promettaient, avec l'aide de ce "bon vieux" Mitterrand, des lendemains qui chantent aux ouvriers s'ils acceptaient les sacrifices qu'imposaient les privatisations et la "libéralisation" de l'économie... Qu'en a-t-il été de la prospérité et du "mieux" pour la classe ouvrière ? Encore plus de misère, avec un chômage qui touchera plus de 12 % (officiellement) des travailleurs, des indemnités de chômage réduites à la portion congrue (60 % du salaire antérieur, c'est-à-dire en moyenne tout juste 420 F par mois pendant moins d'un an), une inflation qui est passée de 10 à 60 % de 1990 à 1991, des baisses de salaire, officielles, de 20 % entre 1990 et le début de 1992, des privatisations en masse qui vont jeter toujours plus d'ouvriers sur le pavé. Voilà ce qu'a apporté la "révolution de velours" aux ouvriers en Tchécoslovaquie, avec la "liberté démocratique" de chercher à subsister dans une jungle capitaliste "libérale" en crise qui n'a rien à envier à la chape de plomb stalinienne.

Et aujourd'hui, on voit se préciser un autre volet de la réalité capitaliste en Tchécoslovaquie, plus inquiétant encore, avec la question de la partition de la Tchécoslovaquie et de son éclatement en deux États indépendants, qui pose en toile de fond le problème des nationalismes tchèque et slovaque.

Ainsi, avec l'effondrement du bloc de l'Est, la question nationale est réapparue très vite au devant de la scène, en Tchécoslovaquie comme dans l'ensemble des pays de l'Est.

LA TCHECOSLOVAQUIE : UN PUR PRODUIT DE LA GUERRE ET DE LA DECADENCE

La disparition du joug stalinien qui avait réussi à faire taire sous sa terreur les velléités nationalistes, pendant plus de quarante ans, a dévoilé brutalement le caractère artificiel de la constitution de cet État. La ressemblance des histoires yougoslave et tchécoslovaque est d'ailleurs frappante. La Tchécoslovaquie, dont le centre politique, économique et industriel est resté essentiellement à l'ouest, dans les régions tchèques de Bohême et de Moravie, ne peut échapper aux effets de la décomposition. Elle y est d'autant plus sûrement exposée que la crise étend chaque jour davantage ses ravages et ne fait qu'aviver sans cesse les tensions interethniques.

Cet État fut fabriqué de toutes pièces par les bourgeoisies victorieuses de la première guerre mondiale à partir du démantèlement de l'empire austro-hongrois et pour faire obstacle à toute tentative de l'impérialisme allemand de le reconstituer. La Tchécoslovaquie rassemble donc, à cette époque, sous le même drapeau national, outre les populations tchèque et slovaque, plus de 4 millions d'Allemands à l'ouest, en Bohême, ainsi que plusieurs centaines de milliers de Magyars au sud. Aussi, depuis sa naissance, elle est soumise à des tiraillements nationalistes chroniques entre les populations slovaques, d'un côté, réduites à un sous-développement permanent, les Allemands des Sudètes de deuxième part, aigris par la défaite et soumis à la propagande nationaliste allemande (qui s'appuie sur ce sentiment de défaite) tout en subissant l'esprit revanchard de la bourgeoisie dominante tchèque, et les Magyars, enfin, sur lesquels cherchent à s'appuyer la Hongrie pour retrouver son ancienne puissance. Un tel échec nationaliste était propre à toutes les manipulations. C'est ainsi que, en s'appuyant sur les minorités allemandes et en faisant alliance avec la Slovaquie, la bourgeoisie hitlérienne a pu réussir le coup de

Prague" en mars 1939, par lequel elle envahissait les territoires tchèques et imposait le protectorat de Bohême-Moravie.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le gouvernement de Prague expulsait en représailles la quasi-totalité de la population allemande, avant que l'URSS ne s'empare du pouvoir en 1948, jouant justement sur l'esprit revanchard tchèque. Et c'est en se faisant le chantre de l'autonomie slovaque contre le centralisme pragois que Dubček, incarnation du "printemps de Prague" en 1968, essaya de conforter son retour sur la scène politique.

UNE PREUVE DE PLUS DE LA DECOMPOSITION CAPITALISTE

Aujourd'hui, l'agressivité qui anime la clique du Parti Populaire Slovaque montre que ces tensions existent toujours et dévoile par la même occasion le niveau de l'arriération et d'atteinte par la décomposition des bourgeoisies des pays de l'Est. Il n'y a qu'à regarder d'un peu près les mots d'ordre du parti de Vladimír Mečiar, ex-stalinien détroqué : "Les Slovaques sont debout ! Ils sont en haut ! Et Dieu nous aidera !", ou bien encore son programme, qui prévoit l'éjection pure et simple des 600 000 Magyars qui peuplent encore le sud de la Slovaquie. Tout cela ne laisse aucune ambiguïté : il s'agit bel et bien d'un appel à la lutte armée pour affirmer la "nation" slovaque, lutte d'autant plus nécessairement âpre que la Slovaquie ne possède absolument rien pour survivre dans la tourmente de la crise économique.

Tous les ingrédients pour l'apparition de conflits armés à la Yougoslavie semblent ainsi réunis en Tchécoslovaquie, avec de plus le fait que, si la Yougoslavie est relativement excentrée par rapport aux pays européens de l'Ouest, la Tchécoslovaquie possède quant à elle la majorité de ses frontières avec des pays comme l'Allemagne, en premier lieu, mais aussi l'Autriche ou la Hongrie, dont l'expansionnisme s'est toujours tourné, "naturellement", vers la Tchécoslovaquie.

Cependant, la situation n'est pas aussi explosive qu'en Yougoslavie, parce que les enjeux entre les grandes puissances n'y sont pas aussi immédiatement aigus. En effet, l'Allemagne elle-même n'a aucun intérêt à défendre la partition complète du pays, pour préserver ses prérogatives économiques et stratégiques. D'autre part, les États-Unis ne peuvent que s'appuyer sur la Russie pour contrarier ces mêmes intérêts allemands.

Si la situation n'est pas près d'exploser dans l'immédiat, il faut bien se rendre compte que de tels événements, de toute façon, n'augmentent rien de bon.

Ainsi, l'éclatement de l'ex-Tchécoslovaquie vient à présent démentir la campagne de la bourgeoisie occidentale qui présentait la prétendue "révolution de velours" dans ce pays comme la voie royale, le "nec plus ultra", de la déstalinisation du glacié soviétique. Le "modèle" tchécoslovaque entre aujourd'hui à son tour dans la dynamique de décomposition, qui avance à grand pas...

Kiwi
(28.06.92)

Lisez nos brochures

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

EFFONDREMENT DU STALINISME

PAYS DE L'EST - URSS

Ce n'est pas la mort du communisme
C'est la décomposition du capitalisme

COMMUNISME

C'est la perspective prolétarienne
C'est le seul avenir pour l'humanité

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL
brochure n°2

NATION OU CLASSE ?

LISEZ LE MANIFESTE DU 9e CONGRES DU CCI

"Révolution communiste ou destruction de l'humanité"

(Disponible sur commande : 3 F.)

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

L'ATTAQUE CONTRE LES CHOMEURS, C'EST L'ATTAQUE CONTRE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

■ C'est à grand renfort médiatique que Bérégovoy, lors de son investiture au poste de Premier ministre, déclare : "Il faut réduire le chômage de longue durée. Le gouvernement ne peut pas accepter que ces hommes et ces femmes soient abandonnés à leur sort." Fervent défenseur de la rigueur et de l'austérité sous le gouvernement Cresson, Bérégovoy prétend aujourd'hui vouloir s'occuper de la condition des chômeurs. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement "socialiste", comme ses prédécesseurs, nous annonce des mesures pour, dit-il, lutter contre ce fléau. Chaque plan emploi s'est toujours traduit par une aggravation systématique des conditions de vie des ouvriers. A chaque fois, l'Etat nous a imposé des ponctions sur nos salaires pour renflouer les caisses de l'assurance chômage tout en réduisant les indemnités des chômeurs et en développant, par une multitude de contrats et de stages bidons, une précarité toujours plus grande de l'emploi. C'est donc par un traitement de choc que le gouvernement entend faire face à cette explosion du chômage. Il s'agit d'une attaque sans précédent qui va être imposée par le gouvernement à tous les ouvriers, actifs ou au chômage.

LE PROGRAMME POUR LES 900 000 CHOMEURS DE LONGUE DUREE

D'ici à la fin de l'année, les 900 000 chômeurs de longue durée doivent être reçus en entretien individuel par le service public de l'emploi pour se voir proposer un poste de travail, une formation, une activité d'intérêt général. Pour réaliser un tel objectif, le gouvernement mobilise toutes les structures à sa disposition. Outre les services de l'ANPE, les missions locales pour l'insertion des 16-25 ans et l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA) sont réquisitionnées ! Quant aux mesures proposées aux chômeurs, voyons de quoi il s'agit !

Alors que la plupart de ces ouvriers sont au chômage depuis plusieurs années, c'est de façon mensongère que des campagnes et des dépliant publicitaires annoncent que des solutions adaptées à leur situation vont leur être proposées. En réalité, les circulaires gouvernementales sont claires. Il faut faire baisser coûte que coûte les chiffres du chômage. Beaucoup d'entre eux seront radiés s'ils ne se présentent pas aux convocations du service public de l'emploi. Ceux qui ont perdu tout espoir de retrouver du travail et qui se sont progressivement enfoncés dans la misère, marginalisés socialement, ne répondent plus de fait aux critères de ce que l'Etat appelle "un demandeur d'emploi", ils seront systématiquement radiés. Quant à ceux que

l'on qualifie "d'employables", ils sont obligés sous peine de radiation d'accepter les mêmes mesures bidons et sous-payées qu'ils connaissent déjà, ou dont on a changé l'appellation pour faire plus crédible.

En ce qui concerne les chômeurs qui souhaitent obtenir un vrai emploi, l'accélération des licenciements économiques (42 000 pour le seul mois d'avril 1992) et la perspective de 400 000 de plus d'ici à la fin de l'année indiquent qu'il y a de moins en moins d'illusions à se faire car l'emploi est devenu une denrée rare. Le développement des licenciements massifs dans les deux secteurs du public et du privé démontre que nous sommes en pleine faillite de l'économie capitaliste. La seule perspective que l'Etat peut proposer aux chômeurs, c'est le remplacement de vrais emplois par des "activités d'intérêt général". Notamment les CES (Contrat Emploi-Solidarité), qui sont des contrats salariés à mi-temps, non cumulables avec une autre activité. Voilà la réalité du plan emploi pour les chômeurs de longue durée.

LA FAILLITE DU REGIME D'ASSURANCE CHOMAGE

Une nouvelle fois, le régime de l'UNEDIC est en déficit. Cette fois, syndicats et patronat, cogestionnaires du fonds d'assurance chômage avouent que des mesures exceptionnelles doivent être prises car, avec plus de 20 milliards de dettes à l'horizon de l'année 1993, les chômeurs ne pourront plus être payés dès le mois d'octobre. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la refonte complète de l'accès à des indemnités pour les chômeurs et une nouvelle ponction sur tous les salaires. Quelle que soit l'issue des négociations entre les crapules syndicales et patronales, c'est une attaque pour tous les ouvriers qui se prépare. Il faut s'attendre à un battage très important de la part des syndicats pour nous faire croire qu'ils font tout pour défendre les droits des chômeurs, en demandant au patronat d'augmenter sa participation financière. Pas d'illusion à avoir ! Ce sont eux, les syndicats, main dans la main avec le patronat et en accord avec l'Etat, qui négocient depuis des années la baisse des allocations chômage, leur durée, et qui préconisent des ponctions sur tous les salaires. C'est Blondel, leader syndical de FO, qui avoue avoir demandé lors des négociations précédentes une ponction de 1 % sur tous les salaires alors que l'Etat s'était fixé momentanément 0,12 %.

Le nouveau système d'assurance chômage à l'étude va entraîner la mise en place "d'une allocation unique et dégressive qui se substituerait à l'actuel système d'indemnisation, pour le chômeur, constitué dans un premier temps d'une allocation de base suivie le cas échéant

d'une prolongation, puis d'une allocation de fin de droit, éventuellement complétée à son tour d'une prolongation" ("Le Monde", 22 juin). Le passage éventuel d'une allocation à l'autre impliquera de toute façon "un abattement de 15 % sur les indemnités, qui interviendra tous les trois mois" (même source). La durée de l'allocation sera par ailleurs établie en fonction du temps de cotisation. Les économies n'étant pas suffisantes, les "partenaires sociaux" proposent aussi que la date de départ du décompte des indemnités, qui était jusqu'à la décalée de trois jours par rapport à la date d'inscription à l'ANPE du travailleur licencié, soit repoussée de sept jours. Il est prévu aussi un renforcement draconien du contrôle des chômeurs. Aussi, toutes les jérémiades actuelles de Martine Aubry, ministre du Travail, qui prétend vouloir renforcer la protection du licenciement des salariés de plus de 50 ans et lutter contre les plans de licenciement abusifs, ne sont qu'une querelle de boutique sur le coût financier pour l'Etat, une cynique manœuvre pour masquer cette attaque générale contre les chômeurs et empêcher que n'éclate aux yeux de tous les ouvriers le fait que le système économique est en faillite. L'augmentation du chômage est la manifestation la plus éclatante de la crise mortelle que subit le capitalisme. Quand les partis politiques nous disent que c'est une mauvaise gestion du chômage, ou que les chômeurs bénéficient d'indemnités trop généreuses, ou que c'est la faute à l'ANPE qui ne fait pas son travail, ou encore que les salariés doivent être solidaires et donc ne pas manifester pour des augmentations de salaire car c'est être un nanti que d'avoir un travail, ils se foutent de la gueule du monde !

Nous devons rejeter tous ces mensonges qui ne cherchent qu'à nous diviser et à nous faire accepter le partage de la misère et toujours plus de sacrifices. Le système capitaliste est une aberration : la crise s'approfondit au niveau international et les ouvriers subissent partout la dégradation permanente de leurs conditions de vie. C'est dans tous les pays que les Etats appliquent des mesures d'austérité sans précédent. Là où il subsiste encore des systèmes d'indemnisation pour les chômeurs, notamment en Europe, ceux-ci sont à leur tour la cible des attaques de la bourgeoisie. Partout où le chômage s'aggrave, où les entreprises licencient à tour de bras, les systèmes de protection sociale sont remis en cause. Le rideau de fumée que constitue la prétendue mobilisation du gouvernement Bérégovoy pour les chômeurs cache une attaque frontale contre l'ensemble de la classe ouvrière. Face à la faillite totale du capitalisme, les ouvriers doivent être unis, refuser la division entre chômeurs et actifs.

DDT

DEPOT DE BILAN D'OLYMPIA AND YORK

Une nouvelle illustration de la faillite du capitalisme

■ A la fin du mois de mai, Olympia and York, premier groupe immobilier du monde, était contraint d'annoncer la mise en faillite d'une de ses plus grandioses réalisations : la tour Canary Wharf, le plus haut gratte-ciel d'Europe, construit à la gloire de la finance triomphante et de l'ivresse boursière des années 80 sur l'emplacement des anciens docks de Londres. Avec Canary Wharf, c'est tout cet ancien quartier ouvrier, transformé depuis le milieu des années 80 en un des plus grands chantiers immobiliers européens et qui était destiné à devenir une nouvelle "capitale de la finance", qui est en passe de tomber dans l'abandon total. Devant la faillite du promoteur principal de ce quartier et le retrait des grandes banques qui refusent désormais d'avancer encore le moindre centime et exigent le remboursement des millions de dollars qu'elles ont avancés, l'Etat britannique a d'ores et déjà annoncé qu'il renonçait à financer la construction de la ligne de métro qui devait relier ce quartier au centre de Londres. La nouvelle "City", et ses gratte-ciel futuristes, pourrait bien se transformer définitivement en ville fantôme. Cela à lui seul symbolise la débâcle retentissante de l'énorme artifice boursier et financier qui, tout au long des années 80, n'a fait que masquer la faillite générale de l'économie mondiale.

Au premier rang de cet artifice, l'ivresse spéculative délirante qui a donné lieu à un gonflement gigantesque des valeurs boursières et en particulier des prix des terrains et constructions immobilières. Ce phénomène en lui-même n'était qu'une manifestation directe de la crise mortelle du système capitaliste. Comme le soulignait déjà Marx au siècle dernier, la fuite en avant dans la spéculation n'est que le produit direct du fait que les investissements productifs ne sont plus rentables, d'une situation où plutôt que d'investir dans un élargissement de la production qui ne trouvera pas de débouché solvable pour s'écouler, les capitalistes se tournent vers la spéculation qui leur garantit, du moins un temps, des profits bien plus juteux. Pour avoir une idée du niveau d'absurdité auquel elle aboutit aujourd'hui, il suffit de citer le cas du patrimoine immobilier japonais, où les grandes banques ont plus que toute autre acteur alimenté la spéculation immobilière, qui "valait" en 1990 une fois et demi plus que la totalité des terrains et bâtiments situés aux Etats-Unis, pays vingt-cinq fois plus vaste ! Depuis le retour de la récession ouverte en 91, la "confiance" que se font les capitalistes entre eux en a pris un coup et cette bulle spé-

culative immobilière a amorcé une descente en chute libre. La faillite d'Olympia and York, qui vient d'avouer la bagatelle de 15 milliards de dollars de dettes impayées (l'équivalent du PNB de la Côte-d'Ivoire), est loin d'être une exception. Ce sont la plupart des grands trusts immobiliers mondiaux qui sont dans la même situation et, s'ils n'ont pas encore plongé, c'est que personne n'a intérêt, à commencer par leurs principaux créanciers, à leur demander des comptes, au risque de devoir à son tour se déclarer en faillite.

Ainsi, derrière le dégonflement de la bulle immobilière (et boursière, comme le montrent les chutes qu'accusent aujourd'hui toutes les grandes places boursières), il n'y a pas, comme se plaisent à le dire les "experts" de la bourgeoisie, incapables d'imaginer la faillite du système, un "salutaire retour à la réalité" qui permettrait au capitalisme de repartir sur des bases saines. Ce brutal effondrement ne peut qu'entraîner avec lui, dans des craquements de plus en plus sinistres, tout l'édifice financier et bancaire qui a nourri à coups de crédits gigantesques cette spéculation.

Aujourd'hui, non seulement le recours au crédit est devenu totalement impuissant à relancer la machine économique, qui plonge désormais dans la plus profonde récession depuis vingt ans, mais les milliers de milliards de dollars de dettes impayées et qui ne seront jamais remboursées constituent une gigantesque bombe, qui n'est déjà plus à retardement, puisque d'ores et déjà elle explose de toutes parts. La spectaculaire faillite des caisses d'épargne américaines en 1990 (dont l'épandage de la dette va coûter à l'Etat - et aux contribuables - quelque 1000 milliards de dollars), le nombre croissant de banques et compagnies d'assurance, qui, depuis, sont contraintes de déposer leur bilan, n'ont été jusqu'à présent que des signes mineurs en regard de la banqueroute apocalyptique vers laquelle s'achemine à grand pas l'économie capitaliste.

Le capitalisme n'a aucune issue à sa crise mortelle, il n'a même plus aucun moyen d'en repousser les échéances.

PE

CRISE AGRICOLE

La loi du profit, c'est famine d'un côté, surproduction de l'autre

■ La nouvelle réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) obéit à la toute puissante loi du marché capitaliste selon laquelle toute production non rentable, non concurrentielle (en termes capitalistes : qui ne trouve pas de débouchés solvables), est vouée à disparaître. 52 % du budget total de la CEE étant actuellement destiné aux dépenses agricoles (soutien aux prix agricoles par le rachat et le stockage des denrées ne trouvant pas, sur le marché mondial, d'acheteur solvable), il s'agit de réduire ces dépenses.

En clair, cela se traduira par une baisse pouvant aller jusqu'à 30 % des revenus des agriculteurs. Cette baisse serait compensée par des aides directes mais sous condition : les producteurs de viande ou de produits laitiers devront pratiquer l'abattage du bétail, chaque producteur de céréales, pour être "compensé", devra mettre en jachère 15 % de ses terres...

Les conséquences sont simples à déduire : - avec la disparition pure et simple de toutes les petites exploitations agricoles, c'est, pour toute une partie de la population agricole, son exclusion définitive de la production qui est programmée ;

- c'est la perspective de licenciements supplémentaires pour les ouvriers employés dans les industries liées à l'agriculture (chimie, biologie, machinisme...) comme pour les salariés des exploitations agricoles ;

Tout cela ne fait que révéler la profondeur de la faillite du système capitaliste. Plus que jamais, des pans entiers de l'humanité se débattent désespérément contre la famine (voir l'article sur l'Afrique dans ce numéro) ; les prix des produits alimentaires ne cessent de croître pour les populations ouvrières. Pourtant, les caves de la CEE regorgent de stocks (26 millions de tonnes de céréales,

900 000 tonnes de viande de boeuf, 850 000 tonnes de produits laitiers... !) pour que, simplement, les prix des denrées alimentaires... ne chutent pas. Famine et pénurie à un pôle, surproduction et excédents à l'autre, c'est le résultat incontournable d'une production fondée sur le profit. Pour la bourgeoisie, famine et misère ne peuvent pas entrer en ligne de compte. Sa seule préoccupation, c'est de gérer au mieux le cours des produits agricoles, d'éviter une débâcle qu'elle ne pourrait plus contrôler, et dans ce dédale, il s'agit, pour chaque bourgeoisie nationale, de se défendre au mieux face à ses concurrents. Les marchandages entre bourgeoisies américaine et européennes lors des négociations du GATT (1) en mai dernier du genre "tu diminue, je t'accorde...", voilà le seul langage que connaît la bourgeoisie pour défendre son système. Telle est la loi de la production capitaliste. Et elle s'applique sans faille autant pour le petit producteur agricole que pour le porteur d'un autre avenir.

Mais, en raison de la place qu'ils occupent dans la production, les agriculteurs sont amenés, pour protéger leur propriété, leurs moyens de production, d'entrer en concurrence immédiate les uns avec les autres. La paysannerie est ainsi poussée :

- d'une part à exiger de l'Etat des mesures de protection, des améliorations, ses membres souhaitant par dessus-tout un retour en arrière, à une époque où ils étaient, individuellement, moins liés aux exigences du marché capitaliste. Les exploitants agricoles se font épiciers face à l'Etat : la FNSEA et le CNJA, leurs deux principaux syndicats, réclament des négociations sur les modalités d'application de la PAC, ils veulent une réforme propre. Mais les salariés de

l'agriculture comme ceux de l'industrie doivent savoir que cette réforme s'inscrit dans le mode de production lui-même ;

- à se réfugier derrière "sa" production, "sa" région, selon qu'elle sont plus ou moins atteintes par les mesures. Et alors voilà cette paysannerie, proie facile des plus archaïques mystifications, porter haut le flambeau du régionalisme, du nationalisme, du chacun pour soi. C'est ainsi que peuvent se retrouver côte à côte au sein d'une "coordination rurale", réunis pour le meilleur et pour le pire, des paysans, des gens du PC et du Front National ainsi que quelques "socialistes verts" hurlant contre l'"Europe de Maastricht".

Contre les puantes querelles de clocher qui opposent des couches sociales dont la seule aspiration est de se sauver elles d'abord, contre le système capitaliste en putréfaction qui n'est plus apte à répandre que misère, famine, destruction, seul le prolétariat est porteur d'un autre avenir.

Face à la crise agricole, face à la crise économique en général, la bourgeoisie n'a comme seule solution que la destruction : destruction des terres cultivables, destruction de denrées alimentaires. Face à la destruction des moyens de vivre, le prolétariat oppose la destruction du système capitaliste et de ses lois barbares, seule solution pour que la vie puisse, elle, se refaire un chemin.

MO

(1) General Agreement on Trades and Tariffs, organisme capitaliste de régulation du commerce international.

(*) Sur la question paysanne, nous renvoyons nos lecteurs à nos articles de fond : "Crise de l'agriculture : surproduction et pénurie", dans "RI" n° 116 (janvier 1984), "L'impasse paysanne", dans "RI" n° 24 (avril 1976) et "Le problème paysan", dans "RI" ancienne série n° 4.

UN CONTINENT RAVAGE PAR LE CHAOS ET LA BARBARIE CAPITALISTE

■ Le continent africain tout entier est en train de plonger dans un cauchemar. C'est un abat-toir sur une immense échelle, l'exemple même du capitalisme en décomposition, le produit et la preuve de toute une société pourrissant sur pied. Quand le capital se fut reconstruit après les destructions massives de la seconde guerre mondiale, les nations d'Afrique, dont un bon nombre nouvellement "indépendantes" de leurs anciens maîtres coloniaux, ont été parmi celles que la bourgeoisie a cyniquement qualifiées de "pays en voie de développement". Aujourd'hui, elles illustrent précisément l'impossibilité de tout développement économique sur toute la planète, sous la loi du capitalisme.

L'EXPLOSION DES ETATS

Les nations africaines sont aujourd'hui caractérisées par des coups d'Etat, des guerillas, des conflits interethniques, par la corruption généralisée, l'assujettissement des économies nationales à l'économie de guerre et l'explosion des Etats.

En mai 1992, le Kenya occidental a vu la plus terrible lutte tribale depuis l'indépendance en 1963, sous le gouvernement du président Daniel Arap Moi, accusé d'encourager les membres de sa tribu minoritaire, les Kalenjin, de lancer des raids meurtriers contre les groupes majoritaires kényans KiKuyu Luo et Luhya. Le Liberia a été démembré par une guerre entre le gouvernement et les rebelles du Front Patriotique National (FPN) qui a fait 15 000 morts et entraîné un million de réfugiés supplémentaires (sur une population totale de 2 millions et demi). Lié à cela, il y a eu, effectué par des soldats rebelles indigènes encouragés par le FPN libérien, le coup d'Etat de mars 1992 à Freetown, la capitale, toute proche, de la Sierra Leone, qui a renversé le Président Joseph Momoh. Au Togo, le 12 mai 1992, une manifestation dégénérât en violence entre supporters politiques rivaux, suite à la tentative d'assassinat du leader du parti d'opposition, Gilchrist Olympio. Au Niger, le gouvernement militaire est accusé par les partis d'opposition de mener délibérément le pays au chaos afin d'empêcher tout retour au pouvoir des autorités civiles...

Ce ne sont là que quelques exemples récents. Les répercussions d'événements encore plus sinistres d'il y a à peu près un an continuent de faire beaucoup de victimes. Le 24 avril de l'année dernière, en Somalie, les chefs des tribus du Nord annonçaient la partition du pays et la création de l'Etat de Somaliland. Le 28 mai suivant, l'Ethiopie était morcelée, l'Erythrée proclamait sa souveraineté et le Tigre, l'Oromos et l'Ogaden échappaient au contrôle de l'autorité centrale.

Dans le même temps, en Ouganda, l'armée s'était déjà divisée en factions opposées terrorisant la population, pendant que la révolte des soldats au Zaïre menaçait d'aboutir au même résultat.

Même dans l'un des pays le plus développé

économiquement, et le plus stable politiquement, du continent, l'Afrique du Sud, les guerres des townships et les rivalités impitoyables entre les chefs de gangs de l'Inkatha et du Congrès National Africain de Mandela, encouragées par le gouvernement d'apartheid de la minorité au pouvoir du président De Klerk, continuent à ce jour, tout comme les assassinats, les attentats à la bombe et les tueries suscitées par la clique au pouvoir et l'armée.

Sur tout le continent, c'est l'effondrement de l'ordre bourgeois, l'explosion de luttes de factions, la guerre de gangs sans pitié, de chacun contre tous, la marque indubitable du capitalisme en décomposition.

Pendant ce temps, toute tentative de la population pour résister à la misère et à l'appauvrissement se heurte à l'interdiction, avec la répression des grèves et le massacre des manifestants. En mai de cette année, au Malawi, après un mois d'émeutes de paysans et d'autres couches de la population, des milliers d'ouvriers parmi les moins payés du monde, y compris ceux des plantations de thé et de sucre employés par les firmes britanniques, ont lancé des grèves spontanées, exigeant de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail et de la nourriture moins chère. Pour toute réponse, il n'y eut que les fusils et les balles de la police, tuant des centaines d'ouvriers. A Lagos, capitale du Niger, les ouvriers ont dû s'enfuir de la capitale pour ne pas être pris entre le feu croisé des émeutiers et des pillards d'un côté et des tirs de gaz lacrymogènes de la police de l'autre, dans une manifestation contre la misère et les arrêts de fourniture d'essence.

L'EXACERBATION DES RIVALITES IMPERIALISTES

Les conflits entre l'armée marocaine et le Polisario dans le Sahara occidental expriment le fait que les Etats africains, minés par la crise, sont dirigés par leurs propres besoins impérialistes. C'est pour cela qu'en dépit de l'état précaire de leurs économies, ils sont tous contraints de consacrer une part grandissante de leurs ressources à s'armer jusqu'aux dents. Ces armes ne sont pas là seulement pour la galerie, comme en témoignent les guerres entre la Libye et le Tchad, entre l'Afrique du Sud et ses voisins immédiats ou encore les tensions croissantes entre l'Egypte et le Soudan aujourd'hui.

Cependant, alors que le continent n'est plus le champ de bataille des blocs impérialistes, sous l'égide de l'URSS et des Etats-Unis (qu'on se rappelle les guerres dans les années 60 et 70 en Angola ou dans la corne de l'Afrique, par exemple), les impérialismes majeurs continuent encore à exercer leurs ravages dans ces régions. Les Etats-Unis soutiennent à présent, à travers l'Arabie Saoudite, la renaissance du fondamentalisme musulman en Algérie dans le but de disloquer une des principales zones d'influence de la France. Résultat : le chaos social se répand

en Algérie.

Un scénario similaire se joue à Djibouti, cette fois avec les Etats-Unis soutenant le gouvernement contre une opposition pro-française. L'Egypte a été pleinement impliquée dans le massacre américain de l'opération "Tempête du Désert", tandis que la Libye, déjà la cible des bombardiers US et britanniques en 1988, se trouve aujourd'hui menacée de recevoir le même traitement que Saddam... Au niveau militaire, tout comme au niveau économique et social, les problèmes de l'Afrique sont le produit de la décadence globale du capitalisme.

UNE CRISE CATASTROPHIQUE

S'étant pour une large part "développés" pendant la période de décadence du capitalisme, la majorité des pays du continent africain témoigne du poids d'un passé colonial et semi-colonial qui les a laissés chacun avec une économie spécialisée, dépendant de l'extraction de minerais et d'une agriculture de base. L'explosion de crédits massifs accordés aux Etats du Tiers-Monde par les banques occidentales pendant la deuxième moitié des années 70 a simplement ajouté à leur insolvabilité, les plongeant dans des crises perpétuelles jusqu'à aujourd'hui. "La canalisation de la production vers des monocultures destinées à l'exportation a coïncidé avec la baisse générale des prix des matières premières, une tendance qui ne fait que s'aggraver avec l'approfondissement de la récession économique. En Côte-d'Ivoire, les rentrées de la vente de cacao et de café ont chuté de 55 % entre 1986 et 1989. Le cours du sucre a baissé dans les pays d'Afrique occidentale de 80 % entre 1960 et 1985. Au Sénégal, un producteur de cacahuètes gagnait en 1984 moins qu'en 1919. En Ouganda, la production de café est passée de 186 000 tonnes en 1989 à 138 000 en 1990 (1)."

Le résultat, c'est la destruction croissante de l'économie agricole. Un pays comme l'Egypte, le grenier des empires tout au long de l'histoire, importe aujourd'hui à hauteur de 60 % ses denrées alimentaires de base. Le Sénégal produit seulement 30 % de sa consommation de céréales. En Afrique, la production alimentaire n'atteint pas 100 kg par personne alors que le minimum vital est de 145 kg. Dans l'ensemble de l'Afrique, 60 % de la population vivait au-dessous du minimum vital en 1983, et, en 1995, la Banque Mondiale prévoit qu'elle sera de 80 % !

FAMINE, SECHERESSE, REFUGIES PAR MILLIONS : DES CREATIONS DU CAPITALISME

A la fin des années 80, les Nations unies annonçaient que la famine en Afrique avait tué 30 millions de personnes. Depuis lors, la situation n'a fait qu'empirer avec les effets de la guerre, l'évolution de la crise et la destruction des ressources naturelles pour la survie à

court terme.

L'aire "traditionnelle" de la sécheresse et de la famine, la corne de l'Afrique, est toujours une zone sinistrée : 19 millions de personnes souffrent de famine, avec une situation dans des pays comme l'Ethiopie et la Somalie particulièrement aggravée du fait des destructions par la guerre et le banditisme. D'ores et déjà, la pire sécheresse de mémoire humaine s'étend à son tour dans l'Afrique australe. Selon un rapport récent de l'ONU, 18 millions de personnes dans cette partie du continent sont menacées de famine et, globalement, 180 millions d'humains risquent d'être anéantis par la sécheresse : "La crise a frappé chaque pays, bien qu'à différents degrés : l'Afrique du Sud, le plus grand exportateur de la région, a vu sa récolte de maïs chuter de 67 % ; le Zimbabwe, exportateur de grains, a maintenant besoin d'aide et, en certains endroits, l'eau manque ; la production de la Namibie a baissé de 71 % et les troupeaux de bétail meurent ; le Botswana a perdu toute sa récolte de maïs ; 800 000 personnes, en Tanzanie, ont besoin d'une aide alimentaire ; 4,7 millions de gens au Malawi, pour la plupart des réfugiés, ont un besoin urgent de nourriture ; au Lesotho, où plus de la moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, les paysans vivant de leurs propres cultures n'ont plus aucune ressource ; au Mozambique, le pays le plus touché, seulement 1/3 de la récolte a été produit alors que l'aide alimentaire est passée de 18 millions de francs français il y a 6 mois à 31 millions." ("The Guardian", 29 mai.)

Le manque atroce d'eau amène les épidémies : choléra, dysenterie, typhoïde et méningite. Une population affaiblie par la faim et la pauvreté devient facilement la proie de tels fléaux, "anciens" ou nouveaux ; sur les 10 millions de gens dans le monde estimés infectés par le virus du SIDA, six millions vivent en Afrique...

Tout cela n'est pas le simple résultat de malheurs "naturels" échappant au contrôle des hommes. Bien au contraire, les catastrophes naturelles sur le continent africain sont profondément liées à sa situation économique désespérée. L'avancée du désert africain du centre, par exemple, est directement liée à la déforestation et à la surexploitation du sol, deux phénomènes qui résultent des pressions imposées par le marché mondial, le poids de la dette et la pauvreté. A un niveau plus large, il est tout à fait possible que la sécheresse soit l'expression du réchauffement global lui-même, résultat de l'activité économique "humaine" (à savoir capitaliste). Mais même si la sécheresse était le résultat de seuls changements climatiques, le fait qu'elle condamne des millions d'êtres humains à l'agonie quand le monde "moderne" a la capacité technologique de nourrir toute la planète, est une raison supplémentaire de condamner le système social existant.

KT, 24.5.92

La solidarité entre révolutionnaires est une exigence minimale

(SUITE DE LA PAGE 6)

Ce n'est donc pas par fidélité à une quelconque vision monolithique de l'organisation des révolutionnaires que les camarades du FOR ont refusé d'assumer la diffusion de la presse du CCI. Leur attitude a été en réalité animée, d'une part, par de graves confusions quant à la nature de classe du trotskisme, d'autre part, par un esprit vindicatif et mesquin à l'égard du CCI.

En effet, à Tours, un camarade du FOR justifiait l'attitude de son organisation à notre égard en avançant les arguments suivants : le refus de LO d'accorder un stand au CCI serait dû à notre "façon de traiter LO", à notre "refus de faire une distinction entre LO et le Front National que l'on ne peut pas mettre sur le même plan", car, pour le FOR, "LO et le FN ne sont pas de même nature : il ne faut pas considérer LO comme une organisation contre-révolutionnaire, mais comme une organisation non révolutionnaire". Ainsi, cet argument n'est qu'une nouvelle confirmation de la rupture incomplète du FOR avec le courant trotskiste dont il est issu et dont il s'est (mal) dégagé lorsque ce dernier est passé avec armes et bagages dans le camp du capital au cours de la seconde guerre mondiale. Il montre que les protestations outrées de camarades du FOR lorsque nous avons mis en évidence leurs confusions vis-à-vis du trotskisme dans la "Revue Internationale" n° 52 ("Où va le FOR ?") n'étaient en fait que des gesticulations hystériques témoignant de leur incapacité à couper, une fois pour toutes, le cordon ombilical avec ce courant contre-révolutionnaire.

Qu'il existe une différence entre le Front National et LO, c'est évident. Ce n'est pas

dans leur nature de classe que réside toutefois cette différence, mais dans le fait que ces deux forces bourgeoises n'assument pas la même fonction dans la défense du capital. Et c'est précisément parce que les organisations d'extrême gauche telle LO, contrairement aux partis de droite et d'extrême-droite, ont pour mission de créer des illusions au sein de la classe ouvrière, de la mystifier en se présentant comme ses défenseurs, qu'elles sont d'autant plus dangereuses pour le prolétariat. Du fait de l'incapacité du FOR à comprendre la nature bourgeoise du trotskisme, la démarche de ces camarades en arrive finalement à rejoindre celle de LO, puisqu'ils fournissent une définition du trotskisme similaire à celle que LO donne du stalinisme : pour LO, les PC ne sont pas des partis révolutionnaires mais ce sont, malgré tout, des partis ouvriers.

Cependant, les confusions congénitales d'un groupe du milieu prolétarien ne peuvent en aucune façon justifier l'absence de solidarité à l'égard des autres organisations de ce milieu. C'est ainsi que le FOR nous a encore fourni, à cette occasion, un témoignage particulièrement édifiant de la profondeur de sa dégénérescence lorsque le même militant de Tours affirmait encore : "Ce qui arrive au CCI est bien fait pour lui car il l'a bien cherché." Une telle attitude, inqualifiable de la part d'un groupe qui prétend défendre les intérêts du prolétariat, signifie tout simplement que le FOR se range aujourd'hui du côté des forces du capital contre les organisations prolétaires. Voilà où mène l'esprit de chapelle, la mesquinerie de ces petits boutiquiers qui ont

pour nom Ferment Ouvrier Révolutionnaire. Il est clair que la préoccupation du FOR était davantage la défense de ses petits intérêts de secte que la défense des principes, et donc la solidarité avec ceux qui se réclament de ces mêmes principes. Le sectarisme conduit ainsi tout droit à l'opportunisme le plus crasse et risque de transformer les organisations qui en sont victimes en lèche-bottes des forces d'encadrement bourgeoises.

En s'asseyant, par son attitude, sur ses principes, le FOR révèle l'ampleur de sa sclérose, qui fait apparaître sa phraséologie révolutionnaire pour ce qu'elle est : une coquille vide. Une telle vacuité politique est d'ailleurs amplement confirmée par l'incapacité de cette organisation à prendre position face aux formidables bouleversements historiques qui ont marqué la situation mondiale, ces deux dernières années. En effet, le FOR s'est avéré parfaitement incapable de faire entendre sa voix, puisqu'aucun numéro de sa publication "Alarme" n'est sorti depuis deux ans (2). Comment le FOR a-t-il analysé l'effondrement du bloc de l'Est et du stalinisme ? Comment a-t-il réagi face à la guerre du Golfe ? Quelle position défend-t-il face au déchaînement de la barbarie guerrière en Yougoslavie ? Nul ne le sait. Le ciel peut bien lui tomber sur la tête, le FOR, ne s'en rendra même pas compte... puisqu'il a déjà tout dit ! Et lorsque des camarades du CCI se sont rendus à leur stand pour les placer devant leur incapacité à assumer leur responsabilité, en guise d'argumentation politique, ils n'ont reçu pour seule réponse que la hargne caractéristique de quelques militants ex-

cités hurlant : "Tirez-vous, vous n'avez rien à faire ici". Ce superbe "argument" est non seulement du même type que ceux défendus par LO dans cette "fête", mais il n'est pas sans nous rappeler également ceux qu'on a pu entendre des dizaines de fois de la bouche des staliniens lors de nos diffusions à la porte des usines.

Ainsi, non seulement cette organisation n'est aujourd'hui d'aucune utilité pour la classe ouvrière, à laquelle elle est incapable de donner une quelconque orientation face aux événements de la situation mondiale, mais elle contribue encore, par son attitude, à affaiblir la défense des positions de classe au sein du prolétariat. La voie dans laquelle s'est engagé le FOR, en lui faisant perdre de vue les principes élémentaires d'une organisation révolutionnaire, ne peut avoir qu'un seul aboutissement : celui de cesser d'appartenir au camp prolétarien.

Si ces camarades persévèrent dans ce type de comportement, ils vont tout droit à leur perte. Ils finiront, soit par disparaître en tant que groupe politique, soit par devenir des petits roquets dont la seule fonction consistera à aboyer derrière les trotskistes.

Camille

(1) Voir nos articles dans la "Revue Internationale" n° 53, 54, 56.

(2) A notre connaissance, il n'a diffusé, en tout et pour tout, qu'un seul tract, saluant l'effondrement du stalinisme.

Intervention du CCI à la fête de "Lutte Ouvrière"

ENCORE UNE FOIS, L.O. DEVOILE SON VRAI VISAGE DE DEFENSEUR DU CAPITALISME

■ Chaque année depuis longtemps, le CCI tenait un stand et animait des forums dans la "fête" de l'organisation trotskiste Lutte Ouvrière. Or, cette année, le CCI a eu droit à un régime de faveur puisqu'il a été interdit de stand et de forum.

Il n'est pas question pour nous, évidemment, de nous lamenter de cette décision ni de réclamer une attitude plus clémentine de la part d'une organisation bourgeoise comme LO. Ce qui nous importe, c'est de mettre en évidence les causes de cette soudaine "interdiction de séjour" alors que jusqu'à présent, les amis d'Arlette Laguiller toléraient "démocratiquement" la présence du CCI à leur fête.

La raison "officielle" invoquée par LO pour justifier son refus de nous attribuer un stand et des forums était la suivante : LO n'a pas apprécié, paraît-il, que l'an dernier, lors d'un forum de la même "fête", l'un de nos camarades ait traité de "flic". Et pourtant, comment qualifier l'attitude qui consiste à couper le micro, à interdire de parole ce camarade qui avait eu le "mauvais goût" de rappeler que LO, en 1974 et 1981, appelait à voter pour Mitterrand ? Comment qualifier cette attitude qui revient à faire taire, y compris en les molestant, ceux qui rappellent certaines prises de position "génantes" de LO et que celle-ci cherche à faire oublier pour continuer à mystifier les ouvriers.

Ce n'était d'ailleurs pas la première fois que nous nous trouvions confrontés à ce type de pratique de LO, digne des agissements de la flicaille stalinienne.

Ainsi, en 1986, lors de la grève de la SNCF, les militants de LO, après avoir filtré les entrées de l'assemblée générale de la coordination intercatégorielle, jetaient dehors violemment un ouvrier des PTT parce qu'il appelait à l'extension de la lutte aux autres secteurs.

De même, en juin 1988, dans une AG des ouvriers des chantiers navals de St-Nazaire, nos camarades, qui voulaient prendre la parole, étaient dénoncés aux bonzes syndicaux de la CGT par les militants de LO, en tant qu' "éléments extérieurs aux chantiers". Les bonzes, bien sûr, nous coupaient la parole et nous sommaient de quitter les lieux sous la menace.

Autre exemple : en octobre 1988, lors de la lutte des hôpitaux, LO (qui chapeautait la "coordination des personnels de santé") expulsait "manu militari" une délégation d'ouvriers du secteur public venus appeler à l'extension de la lutte, et ce une nouvelle fois sous le prétexte qu'ils étaient "étrangers au secteur de la santé".

Et aujourd'hui encore, au sein de cette "fête" où, bien qu'il n'ait pas pu tenir de forum, le CCI ne s'est pas privé d'intervenir dans ceux qui se tenaient, LO nous a donné un nouvel échantillon de ses manières. En effet, lors d'un débat qu'elle animait, quand un de nos camarades, qui avait assisté à la scène de "vidage" de la coordination intercatégorielle de la SNCF, est venu apporter son témoignage, quelle fut l'attitude de LO ? Rien de moins que de faire appel à un "gros bras" de son service d'ordre dont le seul "argument" était le suivant : "Soit tu fermes ta gueule, soit c'est moi qui te la ferme."

Ces quelques exemples de la pratique courante de LO montrent à l'évidence que ce groupe n'a pas grand-chose à apprendre de ses aînés staliniens dans l'art du sabotage des luttes ouvrières et de la répression des révolutionnaires. Et il ne s'agit pas d'incidents de parcours, mais de l'expression logique de la nature et du rôle de cette organisation de l'extrême gauche de la bourgeoisie.

C'est bien pour cela que le CCI ne s'est jamais privé de dénoncer avec la plus vive énergie tant les discours mystificateurs que les pratiques anti-ouvrières de LO. Ce n'était donc pas la première fois que nous la dénoncions pour ce qu'elle est : une organisation bourgeoise, jouant dans les rangs ouvriers le rôle de chien de garde de l'Etat capitaliste. Si le CCI a toujours été présent à la "fête" de LO (de même qu'aux meetings qu'elle organise sous le nom de Cercle Léon-Trotsky), ce n'est certainement pas pour discuter "fraternellement" avec les différentes chapelles trotskistes en respectant les règles de bienséance. Nous venons les combattre et les dénoncer, en particulier aux yeux des éléments ouvriers qui s'y trouvent, aux éléments qui sont à la recherche d'une cohérence révolutionnaire et qui risquent de se laisser tromper par les mensonges et la phraséologie "radicale" de ces faux amis de la classe ouvrière.

Il est donc évident que ce n'est pas parce que le CCI aurait été "incorrect" avec LO qu'il est aujourd'hui considéré comme indésirable dans l'enceinte de sa "fête". Cet argument "officiel" n'est rien d'autre qu'un pur prétexte destiné à masquer les vraies raisons qui ont poussé LO à nous empêcher d'intervenir.

En réalité, ce qui dérange LO aujourd'hui (comme toutes les organisations du courant trotskiste), c'est le fait que l'effondrement irrémédiable du bloc de l'Est, et surtout de l'URSS, vient à présent ébranler les fondements mêmes sur lesquels s'étaient constituées les organisations qui, pendant plus d'un demi-siècle, ont perpétué dans les rangs du prolétariat le plus grand mensonge de l'histoire : celui de l'existence d'un Etat "ouvrier" incarné par l'URSS. C'est bien parce que cette formidable accélération de l'histoire met maintenant les fervents défenseurs de cet Etat "ouvrier" ("dégénéré", selon les trotskistes, mais "ouvrier" tout de même) devant leurs propres contradictions que les groupes se prétendant les héritiers de Trotski, telle LO, se trouvent plongés dans des convulsions semblables à celles qui secouent les PC (1).

Et c'est justement parce qu'une organisation comme LO se sent aujourd'hui fortement menacée par de telles convulsions (démobilisation et perte d'une partie de ses militants, risque de scissions en son sein, perte de crédit dans les rangs ouvriers...) qu'elle développe un tel réflexe d'auto défense : faire taire, par n'importe quel moyen, les voix révolutionnaires qui n'ont jamais cessé de dénoncer la nature capitaliste de feu l'Etat soviétique, un Etat qui s'est effondré sous les coups de boutoir de la crise économique mondiale.

Ainsi, il est clair que l'argument de LO selon lequel le CCI aurait été "incorrect" à son égard n'est que de l'esbroufe. Si cet ostracisme à l'égard du CCI aujourd'hui n'est pas pour nous étonner, nous ne sommes pas surpris non plus de voir LO continuer à ouvrir, par contre, toutes grandes les portes de sa "fête", à des organisations staliniennes, se réclamant ouvertement de Staline. Notamment le "Sentier Lumineux" du Pérou qui, outre sa conduite de gangster et d'assassin, s'est spécialisé dans le trafic de la drogue. Bien que les staliniens n'aient jamais hésité à assassiner les trotskistes, LO n'a donc aucun scrupule à leur témoigner une très grande sollicitude. C'est normal, puisqu'ils sont dans le même camp, celui du capital. Ces gens-là peuvent s'entre-tuer mais, lorsqu'il s'agit de défendre l'ordre bourgeois contre la classe ouvrière et ses organisations, ils se retrouvent toujours main dans la main.

Ainsi, à l'occasion de sa dernière "fête" annuelle, LO a une fois encore révélé la véritable nature de classe du trotskisme. Les méthodes de flic de LO (nous persistons et signons !), tant au sein des assemblées ouvrières (AG ou coordinations) qu'à l'égard des organisations révolutionnaires, n'est pas sans rappeler la tragique expérience du prolétariat au cours de la révolution allemande de 1917-23. C'était déjà un parti se réclamant du prolétariat et du socialisme, la social-démocratie, qui interdisait de parole Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht dans les conseils ouvriers. Les Noske et les Scheidemann se saisissaient déjà du prétexte que ces militants n'étaient pas des ouvriers (en réalité parce qu'ils dénonçaient violemment les agissements des sociaux-traites et autres "révolutionnaires" de cabinets ministériels) pour les expulser des assemblées ouvrières. La suite logique de cette politique anti-ouvrière a consisté en ce que ces mêmes "révolutionnaires" ont massacrés les ouvriers en lutte, ont dirigé les corps francs (composés de la racaille militariste la plus sanguinaire) et ont finalement défilé la révolution.

En cherchant à faire taire les militants révolutionnaires, LO n'en est encore qu'à la première étape de ce même cheminement, mais la voie lui est déjà toute tracée pour assumer jusqu'au bout son rôle de défenseur acharné de l'ordre bourgeois. Un jour ou l'autre, quand cela sera nécessaire à la survie du système capitaliste, LO et l'ensemble du mouvement trotskiste prendront directement en charge le rôle de massacreurs.

Si, jusqu'à présent, LO tolérât notre présence à sa fameuse "fête", ce n'est donc pas parce que le CCI aurait eu, dans le passé, une attitude plus "correcte" ou plus conciliante à son égard. Il est clair aujourd'hui que le démocratisme dont se réclame LO (et qui lui sert à mystifier les ouvriers) est à l'image de la démocratie bourgeoise en général. Tant que cela ne la dérange pas trop, la bourgeoisie peut laisser s'exprimer les troubles-fêtes mais, dès qu'elle se sent menacée, comme en Allemagne en 1919-23, elle n'hésite pas à bafouer ses grands principes pour dévoiler le vrai visage de sa démocratie, celui de la dictature féroce et sanguinaire du capital.

P.A.

(1) Il faut constater que, dans sa "fête" de la Pentecôte, LO n'a pas consacré un seul forum, un seul débat, à la question de l'effondrement de l'URSS, ce qui est quand même une gageure !

Face aux attaques de la bourgeoisie, la solidarité entre révolutionnaires est une exigence minimale

■ A l'occasion de la dernière "fête" de "Lutte Ouvrière", l'attitude de cette organisation du courant trotskiste à l'égard du CCI (voir article ci-contre) a constitué une mise à l'épreuve pour les différents groupes du milieu politique prolétarien présents à cette "fête".

Ce qui distingue les organisations prolétariennes de l'extrême-gauche du capital, ce sont leurs principes de bases communs déterminés par les positions qui constituent une frontière de classe entre le camp de la bourgeoisie et celui du prolétariat : la défense de l'internationalisme prolétarien, le refus de tout soutien (même critique) à une quelconque force de la bourgeoisie (PS, PC, et autres organisations nationalistes), la reconnaissance de la nature capitaliste de l'ex-URSS et de tous les pays soi-disant "socialistes"...

QUELLE SOLIDARITE DE CLASSE AU SEIN DES ORGANISATIONS DU PROLETARIAT ?

Face aux magouilles d'une organisation bourgeoise comme LO, dont la politique visait, par tous les moyens, à empêcher le CCI de faire entendre sa voix, la moindre des choses qu'on était en droit d'attendre des autres groupes défendant ces principes était une attitude élémentaire de solidarité de classe, contre les forces d'encadrement bourgeoises. Malheureusement on a pu constater l'incapacité de certains groupes du milieu prolétarien à faire face, dans une telle situation, à cette responsabilité.

Ainsi, par exemple, dans la mesure où le CCI ne pouvait diffuser sa presse dans l'enceinte de la kermesse de LO, il s'est adressé à tous les groupes du milieu révolutionnaire pour leur demander d'accepter de présenter à leurs stands ses publications, estimant que la défense des mêmes principes de bases doit se traduire, dans la pratique, par un comportement politique digne de toute organisation appartenant au même camp, celui du prolétariat. Or, de tous les groupes présents, seuls Battaglia Comunista et le PCI (qui publie "Le Proletaire") se sont montrés à la hauteur de cette responsabilité en acceptant de diffuser la presse du CCI. Au-delà des profondes divergences et des polémiques extrêmement virulentes qui ont pu animer leurs débats avec le CCI, ces deux groupes seuls ont été capables de faire preuve d'un minimum de solidarité face à la bourgeoisie.

Pour ce qui concerne BC, cette acceptation s'est faite immédiatement et sans aucune réserve. Malgré toutes ses conceptions erronées, y compris sur le milieu politique (d'où le sectarisme n'est pas absent), que nous avons déjà critiquées par ailleurs (notamment dans notre "Revue Internationale"), cette organisation a accepté notre presse sans hésitation.

Pour ce qui concerne le PCI, il a accompagné son acceptation de la remarque suivante : "Si on prend votre presse, ce n'est pas par démocratisme, mais pour faire chier LO". Cet argument témoigne du poids du sectarisme, qui continue à peser sur cette organisation du fait de son appartenance au courant bordiguiste (lequel tend à nier l'existence d'un milieu politique prolétarien) et dont chacune des composantes se considère comme étant seule au monde (1). Pour le CCI, le fait que les groupes prolétariens se retrouvent ensemble face aux forces du capital n'a rien à voir avec le "démocratisme". La défense des intérêts du prolétariat, de son unité et de sa solidarité de classe, passe aussi par la capacité à défendre les organisations qu'il a fait surgir.

Cependant, même si, pour une bonne part, l'attitude du PCI ("Le Proletaire") était motivée par la volonté de "faire chier" une chapelle trotskiste, il faut saluer le fait que malgré le poids de la tradition sectaire du courant bordiguiste, cette organisation ait été conduite à témoigner (à son corps défendant en quelque sorte) le minimum de solidarité de classe face à cette situation.

Et c'est justement ce tribut payé au sectarisme du courant bordiguiste qui a conduit, par contre, l'autre organisation de ce même courant, "Programma Comunista", à répondre, elle, par la négative à notre demande. En effet, les camarades de "Programma", pour justifier leur refus de prendre notre presse, ont avancé les arguments suivants : "Nous avons trop de divergences. Et, puisque d'autres groupes vous prennent votre presse, ce n'est pas la peine qu'on le fasse."

Il est clair que le second argument n'est qu'une entourloupe, une façon totalement irresponsable d'esquiver les problèmes de fond que posent une telle attitude. Quant au premier argument, il fait justement la preuve de l'incompréhension de la part du courant bordiguiste de l'existence d'un milieu prolétarien. Qu'il existe entre le CCI et les bordiguistes de sérieuses divergences, nous en sommes aussi conscients que les camarades de "Programma", mais ce que cette organisation ne comprend pas, c'est le fait que nos divergences n'ont rien à voir avec ce qui nous oppose au trotskisme. Le sectarisme incontrôlable dans lequel elle s'enferme l'empêche ainsi de faire la différence entre les divergences existant au sein du même camp et l'antagonisme irrécyclable entre deux camps ennemis, entre celui du prolétariat et celui de la bourgeoisie. C'est cet esprit de chapelle, où domine le "chacun pour soi", qui empêche malheureusement cette organisation de comprendre que, dans le combat commun contre les forces du capital, nous sommes du même côté de la barricade. L'incapacité de "Programma" de faire cette distinction, outre qu'elle constitue un nouveau témoignage de la sclérose qui gangrène les groupes bordiguistes, ouvre encore dangereusement la porte à l'opportunisme vis-à-vis des organisations bourgeoises.

EN HURLANT AVEC LES LOUPS, LE FOR REVELE L'AMPLEUR DE SA REGRESSION

Si l'attitude de "Programma" a constitué en réalité une mise en application de ses conceptions erronées sur le milieu politique, il n'en est pas de même de celle du Ferment Ouvrier Révolutionnaire (FOR) qui a refusé, lui aussi de prendre à son stand la presse du CCI. Ce groupe qui, de par ses positions principielles, appartient au camp révolutionnaire, ne s'est jamais prétendu comme étant la seule organisation de ce dernier, de même qu'il n'a jamais défendu une vision monolithique de l'avant-garde du prolétariat. Par exemple, le FOR était présent politiquement à la première conférence des groupes de la gauche communiste en 1977, et même s'il a quitté la seconde conférence sur la base d'un désaccord avec l'ordre du jour proposé (ce qui n'était pas le cas des groupes bordiguistes qui, invités à cette seconde conférence, ont refusé catégoriquement d'y participer), il n'a jamais rejeté le principe de la tenue de ces conférences, lesquelles ont constitué une première tentative de regroupement des forces révolutionnaires.

(S' EN PAGE 5)

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

ANGERS : "Contact", rue Leprieux
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste-Catherine
BREST : "Maison de la Presse", 64, rue Jean-Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvère", 3, rue de l'Ente
Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras
Maison de la Presse, place de Jaudé
DIEPPE : Maison de la Presse, 102, Grande rue.
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré
GRENOBLE : "Le Sphinx", 6, rue Brocherie
"L'encore sympathique" rue St-Laurent
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
Maison de la Presse, place de La Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles", 27, place des Halles-Centrales
LILLE : "Galerie", 57, rue de Béthune
Café-restaurant "Le Rainbow", 17, rue du Mal-de-Laitre-de-Tassigny (place de Strasbourg)
LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
"La Prouce", 15 rue Childebert (2^e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 35, rue Pavillon (1^e)
"Le Temps de Vivre", 54, la Canebière (1^{er})
Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte (15^e)
Maison de la Presse, rue Lamartine, (Martignes)

MELUN : "La Porte Ouverte", 19, rue du Gal-de-Gaulle
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
NANTES : "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon-Pasteur
Tabacs, Presse, 9, rue de Budapest
"Lanoë", 2, rue de Verdun
"Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine
ORLÉANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame-de-la-Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alsée (14^e)
"Parallèles", 47, rue St-Honoré (1^{er})
"FNAC" Forum des Halles (1^{er})
"L'Harmattan Europe", 21 bis, rue des Ecoles (5^e)
"La Boulangerie", 67, rue de Bagnaux (Montrouge)
SAINT-NAZAIRE : "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès
TOULON : Hall de Presse, bd Mal-Leclerc
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard
"FOUACE", 1 bis, place Occitane
"Les Arcades", place du Capitole
TOURS : "Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

Réunion publique du CCI

Face aux émeutes,
quelle intervention des révolutionnaires ?

■ Pour la bourgeoisie, la lutte de classe, la lutte des exploités, ne peut prendre que deux formes : soit les "actions" encadrées par les institutions syndicales, à heure fixe et "pré-avisées", comme on vient de le voir en Allemagne, soit c'est Los Angeles, le désespoir de l'auto-destruction ; des pauvres tuant des pauvres ; l'Etat (soldats professionnels de la Guerre du Golfe y compris) venant "rétablir l'ordre".

En partant des événements récents de Los Angeles, notre dernière réunion publique à Paris avait pour objectif le combat contre les campagnes idéologiques qui tentent actuellement d'enfermer les exploités dans cette fausse alternative et, face à ce piège mortel, la mise en avant de la seule perspective révolutionnaire : celle qu'ouvre la classe ouvrière lorsqu'elle sait lutter sur son propre terrain, celui de l'opposition intransigeante, inconciliable avec les intérêts du capital.

A la suite de l'exposé introductif, la discussion s'est engagée sur la question de l'attitude que pouvait et devait avoir le prolétariat face aux émeutes, en général, c'est-à-dire face aux mouvements dont les protagonistes sont essentiellement des masses de sans-travail, de marginalisés dans les grandes villes des pays industrialisés mais aussi, et surtout, dans le "tiers-monde".

Les soucis exprimés par les premières questions pourraient être résumés ainsi :

« Vous dites que les émeutes, du point de vue de la lutte contre la misère et l'exploitation, constituent une impasse ; vous dites qu'elles paralysent la classe ouvrière plutôt qu'elles ne stimulent sa lutte ; vous dites que la bourgeoisie sait utiliser (et même, comme dans le cas de Los Angeles, provoquer) ces émeutes pour diviser le prolétariat (par races, religions ou autre) tout en le diluant dans une masse de sans-travail marginalisés, condamnée par son incapacité d'organisation et de conscience historique aux révoltes les plus désespérées. Alors, pourquoi en faites-vous l'objet d'une réunion publique ? En quoi cela concerne véritablement la classe ouvrière ? Les révolutionnaires ont-ils à y intervenir ? Pour dire quoi, à qui ? »

La discussion qui s'en est suivie a permis de dégager un accord général sur les réponses à donner à ce questionnement.

Si la classe ouvrière n'est pas la seule classe exploitée, elle est par contre la seule porteuse

d'un projet révolutionnaire et seul son combat peut donner une perspective aux mouvements de révolte des autres couches non exploiteuses de la société. Et c'est justement parce que, en tant que dernière classe révolutionnaire, le prolétariat ne peut lutter contre son exploitation sans lutter contre toute forme d'exploitation, qu'il ne peut être indifférent à ces mouvements de révolte provoqués par la misère capitaliste, aussi désespérés soient-ils, aussi étrangers lui soient-ils dans les formes et les objectifs qu'ils se donnent.

Mais ce n'est pas seulement pour cela que la classe ouvrière est concernée par de tels événements. Non seulement dans les pays du "Tiers-Monde" - mais aussi de plus en plus dans les pays industrialisés - les ouvriers d'usines, les ouvriers de bureaux, vivent dans les mêmes quartiers que les couches marginalisées et les autres déshérités du système et partagent en partie les mêmes misères. C'est pourquoi il n'est pas rare de retrouver des ouvriers entraînés individuellement dans ces émeutes sans issue. Plus encore, avec le développement de la décomposition du capitalisme de telles révoltes désespérées ne peuvent que se développer de plus en plus et peser d'un poids négatif, renforcé par l'utilisation et les manipulations qu'en fait la bourgeoisie, contre la classe ouvrière, contre son unité, sa conscience et sa capacité à se mobiliser sur son terrain de classe.

C'est pourquoi, loin de s'identifier ou de se noyer dans de tels mouvements, il est au contraire vital pour la classe ouvrière de comprendre que c'est seulement par le développement de sa propre lutte, sur son terrain de classe, qu'elle sera en mesure d'entraîner derrière elle les autres couches non exploiteuses de la société. Ce n'est pas "au sein" des émeutes, mais le plus souvent après celles-ci, en s'adressant à leur classe, que les révolutionnaires interviennent. Mettre en évidence l'impasse et le caractère désespéré des actions de pillages et des destructions stériles, dénoncer l'utilisation et les manipulations par la bourgeoisie de ces mouvements, appeler le prolétariat à assumer ses responsabilités historiques et à offrir, par ses luttes sur un véritable terrain anti-capitaliste, la seule issue possible aux révoltes contre la misère, montrer la seule perspective d'avenir contre le "no

future !" de la décomposition capitaliste, telles sont les lignes de force de cette intervention.

Cela a conduit la discussion à la question de savoir si le prolétariat, en particulier dans les pays centraux du capitalisme mondial, était en mesure d'assumer une telle mission historique. Et, plus précisément, est-ce que la désertification industrielle qui a frappé au cours des dernières années beaucoup de zones de ces pays, la disparition de nombreuses grandes usines ou chantiers qui constituaient de véritables bastions de la lutte prolétarienne, telles Renault-Billancourt, n'avait pas abouti à un affaiblissement et un éparpillement fatal pour la classe révolutionnaire qui pourrait expliquer les difficultés que celle-ci rencontre aujourd'hui au niveau de sa conscience et de sa combativité.

Les diverses réponses ont d'abord souligné que le travail d'atomisation et de division des prolétaires a toujours été systématiquement entrepris par la bourgeoisie dans tous les pays, la division entre prolétaires chômeurs et prolétaires actifs étant à cet égard une des plus pernicieuses et efficaces. Qu'aujourd'hui un des moyens pour la bourgeoisie d'opérer cette division passe par l'éparpillement géographique des prolétaires dans des unités de production plus petites n'est pas en soi un moyen plus efficace ou plus "fatal" que ne peut l'être le piège de l'enfermement corporatiste dans de "grands bastions ouvriers" comme l'ont été les mines ou la sidérurgie dans le passé.

Mais surtout ce n'est pas là que résident les causes du recul actuel de la classe ouvrière qui, lui, est lié de manière directe à l'impact des bouleversements mondiaux de ces dernières années, au premier rang desquels l'effondrement du stalinisme et l'énorme campagne orchestrée à son sujet par la classe dominante sur la "mort du communisme".

La lutte ouverte, massive est le creuset de l'unité et de la confiance en soi de la classe ouvrière. Et ce combat massif n'est pas un souvenir poussiéreux du passé, mais la réponse inévitable que peut et doit donner cette classe aux attaques tout aussi massives que le capital mondial lui assène et lui assènera de plus en plus dans l'avenir immédiat.

RV

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

Guerre en Yougoslavie :
derrière les gesticulations humanitaires,
les rivalités impérialistes

LILLE :
Permanence les samedis 18 juillet et 19 septembre à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine, ainsi qu'à la grande braderie les 5 et 6 septembre.

LYON :
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin le 3e dimanche de chaque mois, à partir de 11h30 et au métro Bellecour (entrée côté place) le 3e vendredi de chaque mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :
Réunion publique le samedi 22 août à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h sortie métro Chartreux.
Vente de la presse le samedi 22 août de 11h à 12h au marché de la Plaine, place Jean-Jaurès.

NANTES :
Réunion publique le samedi 29 août à 17h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence le jeudi 2 juillet à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite Hollande les samedis 11 juillet et 29 août de 10h30 à 11h30.

PARIS :
Réunion publique le samedi 12 septembre à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Portede-Choisy.
Permanences les samedis 4 et 25 juillet ainsi que 5 septembre à la même adresse que la réunion publique et le samedi 22 août, au café "La Bonne Bière", à l'angle des rues du Faubourg-du-Temple et de la Fontaine-au-roi, 10è, métro République
Vente de la presse au marché de St-Denis (métro St-Denis-Basilique) le 2e dimanche du mois à partir de 11h30.

ROUEN :
Permanences les samedis 11 juillet et 5 septembre à 14h30, à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :
Réunion publique le vendredi 28 août à 21h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourgette, route de Seysses-Toulouse.
Permanences les vendredis 10 et 24 juillet ainsi que 7 et 21 août à 18h30. Rendez-vous brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 5 et 12 juillet ainsi que 9 et 16 août de 11h à 12h au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS :
Permanences les samedis 11 juillet et 22 août à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

STRASBOURG :
Réunion publique le samedi 10 octobre à 16h. CIARUS, 7, rue Finkmatt (67000). Le thème sera précisé dans le journal de septembre.

AVIS AUX LECTEURS
ET SYMPATHISANTSModification des rythmes
et dates des permanences
à Paris et Lille

- à Paris, une permanence par mois se tient désormais le vendredi soir au lieu du samedi. D'autres modifications dans le rythme des permanences sont prévues prochainement. Elles seront annoncées dans la presse.
- à Lille, nous organisons désormais deux permanences par mois; un mois sur deux une des permanences est remplacée par une réunion publique.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.
Pour une souscription minimale de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "RI" ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

AK (GB) : 50F ; Did (Rouen) : 300F ; KD : 32F ; F (Noisy-le-Grand) : 200F

Bordeaux :
RP de mai : JC : 200F ; EVE : 200F ; RJR : 50F

Grenoble :
Permanence du 13 juin : JP : 200F

Lille : RP de juin : souscription globale de 70F

Lyon :
RP de juin : J : 200F ; Pl : 25F ; Baldwin : 94F ; Lilia : 60F

Nantes :
RP d'avril : H : 450F ; A : 200F ; BR : 100F ; JC : 200F ; EV : 100F ; NR : 50F ; Bacalao : 100F ; Camille : 30F
RP de mai : H : 450F ; A : 200F ; BR : 100F ; Bacalao : 100F

Paris :
RP de juin : Al : 40F ; Xy : 10F ; Ra : 40F ; Isa : 25F ; KD : 25F ; X : 20F ; H : 30F ; Fo : 15F ; JM : 30F ; M : 39F ; Ju : 16F ; FM : 50F ; LR : 25F ; MX : 15F ; JJ : 20F ; CN : 50F ; MO : 50F ; FK : 50F ; MG : 50F

Toulouse :
RP de mai : De : 100F ; GE : 100F ; Br : 120F ; Mo : 80F

Tours :
GP : 300F ; Bacalo : 50F ; NR : 50F

TOTAL : 5161F

PUBLICATIONS DU CCI :

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, Valencia 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134,BXL 11000 Bruxelles - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031 Stockholm, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549,1001 GM Amsterdam HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 Köln, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE (12 numéros du journal) : FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE (4 numéros de la Revue Internationale) : FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) : FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "R.I.-CCP 202 3302 X-PARIS", à adresser à RI, BP 581 75027 PARIS CEDEX 01,

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuillez expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

BROCHURES :

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (15F + 3F pour frais d'envoi)
NATION OU CLASSE (15F + 3F)
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (30 F + 3F)
PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I. (15F + 3F)
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (15F + 3F)
LA DECADENCE DU CAPITALISME (15F + 3F)
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (20F + 6F)
LA REVOLUTION RUSSE (15F + 3F)
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88) (10F + 6F)
GUERRE DU GOLFE (15F + 6F)
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE (80F + 12F)
LA GAUCHE HOLLANDAISE (120F + 12F)
L'EFFONDREMENT DU STALINISME (20F + 6F)

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : **ISSN 0336 464 X**

"SOMMET DE LA TERRE" A RIO**LE CAPITALISME DETRUIT LA PLANETE, SEUL LE PROLETARIAT PEUT LA SAUVER**

Le carnaval de Rio de Janeiro est terminé. Non pas celui très couru de la danse sur des rythmes tropicaux, mais celui de l'hypocrisie bourgeoise. Début juin s'est donc tenu dans cette ville, dix jours durant, probablement l'un des plus grands sommets du siècle dans la mesure où 178 délégations officielles étaient représentées, et près de 96 chefs d'Etat et de gouvernement. Tout y a été dit sur l'état de délabrement de la planète, mais pour ce qui est de savoir qui est à l'origine du désastre, l'enquête court toujours. Du sys-

tème capitaliste, seul véritable responsable, il n'a surtout pas été question. Enfin, bien sûr, aucune mesure concrète n'a réellement été envisagée pour stopper le saccage suicidaire, et pour cause : les vrais pollueurs, c'est-à-dire les Etats bourgeois et les grands complexes industriels organisateurs de cette gigantesque mascarade internationale, n'allaient sûrement pas s'accuser eux-mêmes, ni prendre de décision à l'encontre de leurs intérêts dictés par le profit.

■ Ainsi, la convention sur les changements climatiques, dont le contenu entend limiter les gaz à effet de serre, a certes été signée par 154 Etats, mais elle ne fixe aucun objectif précis ni d'échéances contraignantes. L'"idéal" eût été qu'en l'an 2000, la production de ces gaz soit ramenée au niveau de 1990 ; eh bien, cela ne sera même pas réalisé, comme si, d'ailleurs, l'émission de ces produits toxiques à un pareil niveau ne suffisait déjà pas à réchauffer les climats, et à détruire la couche d'ozone, avec toutes les conséquences désastreuses que cela entraîne : avancée des déserts, inondations, décuplement des cancers de la peau, etc. Eh bien non, cela sera pire encore !

Idem en ce qui concerne la convention sur la biodiversité, qui établit le principe selon lequel les pays abritant des espèces protégées doivent être aidés à les préserver par le biais de crédits. Non seulement les Etats-Unis ont refusé d'être signataires, il n'est pas question pour eux de payer davantage, mais même les Européens, qui ont le beau rôle puisqu'ils ont accepté, considèrent ce texte sans portée car, répétons-le, il ne prescrit aucune action précise.

Pour ce qui est de la déclaration sur la forêt, qui entend préserver les forêts tropicales et boréales, elle est en cours de signature. Seulement voilà, les grands pays forestiers du Sud considèrent cet acte comme une atteinte à leur souveraineté nationale. Le seul document qui ait été paraphé par tous est l'"Agenda 21" : un catalogue de centaines de mesures qui devraient être prises d'ici l'an 2000 pour garantir le "développement durable", c'est-à-dire une nouvelle forme de croissance respectueuse de l'air, de l'eau et des sols. Evidemment, tous ces tartufes l'ont signé, et ce parce qu'il s'agit de recommandations et pas d'engagements. Ils se sont contentés de promettre d'augmenter leurs programmes d'aide pour atteindre cet objectif le plus tôt possible, comme si la plongée dans la récession mondiale que tous subissent n'allait pas de toute façon les forcer à placer cet argent ailleurs, défense du capital national oblige.

Ainsi, ce fameux sommet surmédiasé, auquel participaient près de 30 000 personnes et 6000 journalistes, se résume-t-il en matière de décisions à deux mots : du pipeau, du flan.

C'EST LE CAPITALISME QUI POLLUE LA TERRE

L'absence de réponse de la bourgeoisie, ou ses parodies de réponse, met en lumière le fait que la structure même de son système la rend incapable de régler les problèmes écologiques qu'elle a créés. Les fléaux écologiques, désormais mondiaux, exigent une so-

lution globale. Mais en dépit de toutes les conférences internationales et autres vœux pieux de coopération, le capitalisme reste irréductiblement fondé sur la compétition entre les économies nationales. En conséquence, et à fortiori aujourd'hui, du fait de l'approfondissement de la crise économique mondiale, l'incapacité à réaliser la moindre coopération en matière d'écologie s'aggrave. Loin de s'entendre, tout au contraire, cela signifie que chaque entreprise, chaque pays, agira avec encore plus d'irresponsabilité dans la folle bousculade pour la survie économique. Comme le faisait remarquer avec pertinence au cours de la conférence de Rio le directeur de Noranda, un conglomerat minier canadien : *"Je n'ai pas encore rencontré d'entreprise ayant réussi à concilier les objectifs du développement durable et à être la meilleure sur le marché."*

Et nombre d'exemples de catastrophes écologiques abondent dans ce sens. Ainsi du naufrage de l'"Exxon Valdez" le long des côtes de l'Alaska, qui, outre l'état d'ébriété de son commandant, s'explique par les économies réalisées au détriment de la sécurité sur le navire. La compagnie qui le possédait, pour rester compétitive vis-à-vis de ses concurrents sur le marché du transport du pétrole, s'était vue contrainte de réduire au minimum ses coûts, ce qui s'était traduit par un équipage restreint, mal payé, peu qualifié, travaillant sur un rafiot vétuste bon pour la ferraille depuis longtemps. Le résultat, on le connaît, et pourtant, tous les différents secteurs d'activité jusqu'au nucléaire poursuivent cette même logique infernale. Seveso, Bhopal, Tchernobyl, l'assèchement de la mer d'Aral, etc., en sont les tragiques illustrations. Car, aiguillonné par la compétition, par la rivalité anarchique des unités de production, le capitalisme obéit à une force interne pour s'étendre aux limites les plus lointaines possibles. Dans sa fuite en avant vers sa propre expansion, il ne peut pas s'arrêter pour prendre en considération la santé ou le bien-être de ses producteurs, les conséquences écologiques de ce qu'il produit et de la manière qu'il le produit. Depuis la genèse du mode de production capitaliste, il en va ainsi. Toutefois, au cours de sa phase ascendante, qui va de la fin du Moyen Age jusqu'au XIX^e siècle, le capitalisme, tout en développant de façon progressive les forces productives, ne remettait pas pour autant en cause la survie de l'espèce humaine. Il en va différemment avec l'entrée de ce système en décadence, au début du XX^e siècle. A partir de ce moment-là, la destruction de l'environnement connaît une avancée d'ordre qualitatif et quantitatif. C'est en effet l'époque durant laquelle toutes les nations capitalistes se concurrencent sur un marché hypersaturé ; une époque d'éco-

nomie de guerre permanente, avec une croissance démesurée de l'industrie lourde. L'irrationnel en est le trait dominant ; les complexes industriels se dédoublent inutilement dans chaque pays, chaque nation pille désespérément les ressources naturelles non-renouvelables pour essayer de survivre. Ainsi, les rejets massifs de dioxyde de carbone, de CFC, liés entre autres raisons au développement des monstrueuses mégapoles, se sont accélérés de façon dramatique après la seconde guerre mondiale. Or à présent, le paroxysme est atteint. Ce que nous voyons avec la phase ultime de la décadence du capitalisme, et que le CCI désigne par le terme de "période de décomposition", c'est le stade terminal, l'effroyable produit de l'accumulation de décennies d'activités économiques paramilitaires, de gaspillage, de folie, bref, d'exploitation irrationnelle de la part du capitalisme décadent. Tout craque, tout pourrit, le capital putréfie l'homme et la Terre.

L'ECOLOGISME : UNE POLLUTION IDEOLOGIQUE

Cette dégradation sans précédent de tout l'écosystème, la bourgeoisie ne le cache pas. Non seulement parce que tout le monde peut, depuis l'endroit où il vit, s'en rendre compte, mais surtout parce que sous l'aspect de l'idéologie, la crise écologique est idéale du point de vue de la classe dominante.

En effet, dans la mesure où cette crise affecte toute l'humanité sans distinction de classe, de couleur ou de pays, l'écologisme constitue le terrain adéquat pour dissoudre le prolétariat, lui faire oublier ses propres intérêts de classe et l'entraîner à se "battre" aux côtés des étudiants, commerçants, paysans, scientifiques, hommes politiques, chefs d'entreprises..., eux aussi concernés.

L'idéologie écologiste, quand elle ne propose pas carrément à l'humanité de retourner gratter la terre avec ses ongles, est l'auxiliaire zélé des plans d'austérité dirigés contre la classe ouvrière, sa caution "verte". Eh oui, puisque l'"homo sapiens sapiens" souffre de trop de modernité, de "surconsommation" (mais jamais de la surproduction engendrée par le capitalisme, l'écologisme tait la réalité fondamentale de ce problème), serrons-nous la ceinture, mangeons moins mais "mangeons du poulet élevé au grain" ! Comme si les prolétaires avaient le choix, eux qui, avec leurs salaires de misère, n'ont pas d'autre option que de se nourrir à partir de toutes les saloperies qu'on leur impose et qui, d'ailleurs, peu à peu, n'auront même plus la possibilité de se payer un poulet aux hormones encore trop cher !

Mais quand l'écologisme se radicalise, se veut plus réaliste, il emprunte souvent au gauchisme trotskiste. Ainsi, puisque certains d'entre eux constatent que des pays comme le Brésil ou les Philippines détruisent la forêt tropicale pour rembourser leurs emprunts vis-à-vis du Fonds Monétaire International, pour eux, la solution coule de source : supprimons, annulons, la dette du Tiers-Monde ! Pauvres imbéciles, il n'est pas question pour le capitalisme de donner cet argent, le capitalisme ne donne pas, il ne produit pas pour satisfaire les besoins humains par altruisme, il obéit à sa logique interne, celle du profit, celle de la

production pour la vente. Pareil en matière de capitaux : si cet argent prêté était définitivement donné, c'est tout l'édifice monétaire international déjà bien fragile qui craquerait !

L'écologisme est une dangereuse mystification pour la classe ouvrière car, à l'instar du capitalisme sans guerre que nous promet le pacifisme, un capitalisme propre, respectueux de l'environnement et de la santé des prolétaires, c'est tout sauf du capitalisme.

Le seul avenir que peut offrir ce type d'organisation sociale à son stade terminal, c'est un déchaînement inouï, infernal, de la barbarie guerrière et de l'empoisonnement. Le chaos en Yougoslavie et l'hallucinante guerre du Golfe, dont, justement, les conséquences écologiques ont été particulièrement graves (marée noire, puits de pétrole en feu, terre souillée pour longtemps), l'attestent.

En cette fin de siècle, la menace qui pèse sur l'environnement, véritable épée de Damoclès, souligne une urgence. Plus le prolétariat tardera à faire sa révolution, plus grand sera le danger que la dynamique de destruction n'ait atteint son point de non-retour. Si cela s'avérait, si les séqueles capitalistes se révélaient par trop profondes, irréparables, cela signifierait que la mise en place d'autres rapports sociaux serait désormais impossible. Quel gâchis, alors qu'une société répondant à la satisfaction des besoins humains peut tout à fait voir le jour en permettant un fantastique développement de l'homme en harmonie avec la nature. Nous en avons à présent les moyens techniques, c'est possible, mais surtout nécessaire.

Plus que jamais, le communisme est la seule réponse à la faillite de ce système dont la crise écologique et les risques de guerre nucléaire sont, parmi d'autres, les principales conséquences.

Greg

LISEZ :**Courant Communiste International
Revue
Internationale 69**

2e trimestre 1992

15PF/75FB

**Situation internationale
GUERRE, BARBARIE, LUTTE DE CLASSE****Où en est la crise économique ?
GUERRE COMMERCIALE :
L'ENGRENAGE INFERNAL****La plus grave crise économique du capitalisme
UNE ECLATANTE VERIFICATION
DU MARXISME****Bilan de 70 ans de "libérations nationales", III
DES NATIONS MORT-NEES****Le communisme n'est pas un bel idéal,
mais une nécessité matérielle, II
COMMENT LE PROLETARIAT
A GAGNE MARX AU COMMUNISME****NOS POSITIONS**

* Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à

une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation

syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité ont été le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes de Marx et Engels* (1847-52), des *trois Internationales* (*l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *l'Internationale Socialiste*, 1884-1914, *l'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.